

Électricité : comment l'Europe a abandonné les usagers

De plus en plus d'acteurs du secteur pointent les promesses non tenues sur les prix lors de l'ouverture à la concurrence. P. 12



Le « combat pour la démocratie » des opposants à Modi

En Inde, la gauche se mobilise contre la perspective d'un nouveau mandat du BJP, le parti au pouvoir. Entretien. P. 14

JEUDI 30 MAI 2024. | N° 23952. | 2,70 € | www.humanite.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

MACRON PASSE À CÔTÉ DE L'HISTOIRE

La France renvoie à plus tard la reconnaissance de l'État palestinien. Des personnalités appellent à franchir le pas. P. 2

Devant la Sorbonne, à Paris, le 29 avril.



Reconnaissance de la Palestine : Macron en retard d'une guerre

PROCHE-ORIENT Après la décision forte de l'Espagne, l'Irlande et la Norvège de reconnaître l'État palestinien, tous les yeux se tournent vers Paris, dont la prise de position pourrait entraîner d'autres pays d'Europe. Mais le président de la République s'empêtre dans ses contradictions, malgré l'urgence.

DÉCRYPTAGE



À Rafah, le 29 mai. BASHAR TALEB / AFP

Israël a furieusement réagi à la décision de l'Espagne, de l'Irlande et de la Norvège de reconnaître l'État de Palestine. Tel-Aviv a immédiatement retiré ses ambassadeurs. Le ministre des Affaires étrangères, Israël Katz, a convoqué les diplomates de ces trois pays, en poste en Israël, à une réunion où ils ont visionné des images de l'incursion du Hamas le 7 octobre comme preuve que leur gouvernement ne devrait pas reconnaître la Palestine, oubliant sciemment que Madrid, Dublin et Oslo ont tous les trois condamné l'attaque de l'organisation islamiste.

Pourquoi Israël freine des quatre fers

C'est dire si les dirigeants israéliens craignent une telle éventualité. Pourquoi ? Parce qu'ils savent que la reconnaissance de l'État de Palestine est un acte de poids pour aider à une solution à deux États. Le premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, a déclaré ce 28 mai que « la reconnaissance de l'État de Palestine n'est pas seulement une question de justice historique », mais aussi « une exigence essentielle si nous voulons tous parvenir à la paix ». À ses yeux, ce mouvement est « le seul moyen d'avancer vers ce que tout le monde reconnaît comme la seule solution possible pour parvenir à un avenir pacifique, celui d'un État palestinien qui vit aux côtés de l'État israélien dans la paix et la sécurité ».

Dans les colonnes de l'Humanité, Matt Carthy, député du Sinn Féin à Dublin, insistait : « J'espère vraiment que d'autres pays nous emboîteront le pas. Comment l'Union européenne peut-elle parler de droit international, de droit international humanitaire, de la charte des Nations unies ou de la nécessité d'adhérer aux normes démocratiques et aux droits de l'homme lorsque nous facilitons les actions d'Israël grâce à nos traitements préférentiels dans le commerce et l'économie ? »

« Nous devons faire vivre la seule alternative offrant une solution politique à la fois aux Israéliens et aux Palestiniens : deux États, vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité », soutient le premier ministre norvégien, Jonas Gahr Store, en lançant un « appel fort » à d'autres pays pour qu'ils rejoignent cette initiative. « Je suis absolument certain que d'autres pays nous rejoindront bientôt », confiait au Figaro le ministre norvégien des Affaires étrangères, Espen Barth Eide, « et il y en a plus que ceux qui sont évoqués dans la presse ».

Macron à la traîne du Parlement français

De fait, tous les yeux sont maintenant tournés vers la France. Il y a quelques années, un ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne expliquait à l'Humanité, sous couvert d'anonymat, que « si la France reconnaît un État de Palestine, une dizaine d'autres pays de l'UE suivront. Car l'UE elle-même est incapable de prendre une telle décision, notamment parce que l'Allemagne l'en empêchera ». Effectivement, toutes les tentatives en ce sens ont échoué, tuées dans l'œuf, en particulier par Berlin.

En février 2014, l'Assemblée nationale française votait à une large majorité un texte invitant le gouvernement à reconnaître l'État de Palestine. Ce qu'aucun gouvernement n'a encore fait. Il y a quelques semaines, Emmanuel Macron assurait que cette question n'était pas « taboue ». Mardi soir, il a botté en touche depuis l'Allemagne : « Je considère que cette reconnaissance doit arriver à un moment utile, à un moment où elle s'inscrit dans un processus dans lequel les États de la région et Israël se sont engagés, et qui permet, sur la base d'une réforme de l'Autorité palestinienne, de produire un résultat utile. Je ne ferai pas une reconnaissance d'émotion. » Il a ainsi dévoilé le fond de sa pensée et son positionnement. Il considère que l'État de Palestine ne verra le jour qu'à l'issue d'un processus de paix. Un État de Palestine qui devait déjà exister en vertu des accords d'Oslo signés en 1993. Ceux-ci prévoyaient la reconnaissance d'Israël

par l'OLP, la création d'une Autorité palestinienne à Gaza et sur une partie de la Cisjordanie, ainsi qu'une période de transition de cinq ans devant conduire à un État palestinien indépendant. Cela fait donc plus de vingt-cinq ans, depuis 1998, un quart de siècle, que cet État aurait dû exister (et même, depuis 1947, si l'on se réfère au partage de la Palestine mandataire par l'ONU).

Une décision reportée jusqu'à quand ?

« Cela fait maintenant plus de trente ans que les Palestiniens attendent, insiste Dominique Vidal, journaliste et spécialiste du Moyen-Orient. Si, aujourd'hui, le moment n'est pas venu, alors quand ? Faut-il attendre qu'Israël ait complètement ravagé la bande de Gaza et la Cisjordanie pour reconnaître l'État de Palestine ? À ce moment-là, on nous dira qu'il n'y a plus de partenaires palestiniens. Alors que le problème, depuis 2000, est qu'il n'y a plus de partenaires israéliens. Je trouve cette façon, de la part d'Emmanuel Macron, de renvoyer la balle dans le camp palestinien, tout à fait incorrecte. »

Interrogé par le quotidien USA Today, Marc Weller, juriste et professeur de droit international et d'études constitutionnelles à l'université de Cambridge, relève que « les États qui reconnaissent la Palestine disent qu'ils vont changer son statut pour passer d'une entité qui n'est pas encore un État à un véritable

État ». Selon lui, les annonces récentes de l'Espagne, de l'Irlande et de la Norvège « sont délibérément formulées pour s'opposer aux affirmations de Netanyahu selon lesquelles il ne peut y avoir de solution à deux États. C'est en fait un outil politique puissant pour aider à isoler le déni d'Israël sur l'État palestinien ».

Des dissensions dans le camp présidentiel

Emmanuel Macron est donc face à ses propres contradictions. Même Jean-Yves Le Drian, son ex-chef de la diplomatie et actuel envoyé spécial personnel au Liban, qui pilote le comité de soutien de Valérie Hayer, la candidate de Renaissance aux européennes, considère que ce geste diplomatique est devenu « indispensable si l'on veut maintenir en vie la solution à deux États ».

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, rappelle ici qu'« un génocide perpétré par le gouvernement de Benyamin Netanyahu est en cours contre le peuple palestinien » et que « tous les discours qui visent à réduire le peuple palestinien au Hamas ou le peuple israélien au gouvernement de Benyamin Netanyahu sont des discours qui ne conduiront pas à la paix entre ces deux peuples ». Reconnaître immédiatement un État de Palestine, c'est aider à construire une paix juste et durable. Cet État de Palestine est la base du processus de paix, pas son aboutissement. ■

PIERRE BARBANCEY

Il y a quelques semaines, le chef de l'État assurait que la question n'était pas « taboue ». Mardi soir, il a botté en touche depuis l'Allemagne.



Un peuple, un État

Il y a le sens de l'histoire et, à rebours, la position figée d'un Emmanuel Macron, pourtant si prompt à projeter sa personne dans de grands récits. En refusant de reconnaître officiellement l'État de Palestine au motif qu'il ne faudrait surtout pas céder à « l'émotion » des tragiques événements qui ont cours à Gaza, le locataire de l'Élysée se rend coupable de lâcheté face aux crimes qui y sont perpétrés depuis le lendemain des attaques ignobles du Hamas le 7 octobre.

Être ému, horrifié ou encore scandalisé des drames qui endeuillent l'enclave palestinienne est l'expression d'une conscience humaine. Emmanuel Macron, lui, temporise, malgré les risques de génocide relevés par des experts internationaux, les mandats d'arrêt prononcés contre les principaux dirigeants israéliens, dont le premier ministre. Selon le chef de l'État, le moment « utile » de la reconnaissance n'est pas encore venu.

La montre du maître des horloges a rendu l'âme face au décompte macabre. On ne compte plus les décennies d'occupation et d'humiliations endurées par les Palestiniens qui voient, chaque jour, le droit international et les résolutions onusiennes bafoués. Combien de morts, de vies brisées, de souffrances et de traumatismes sont donc « utiles » pour que les autorités françaises daignent réagir ? Le 19 février, Emmanuel Macron déclarait à l'Humanité que Rafah « était un point de rupture » ; ce point a été atteint. La ligne rouge a été franchie le 26 mai lorsque l'armée israélienne a bombardé une zone de déplacés dans cette ville refuge. Il n'y a plus de temps à perdre, le prix de l'inaction des puissances est insensé.

On ne compte plus les décennies d'occupation et d'humiliations endurées par les Palestiniens.

Tout commande d'agir. À l'image de l'Espagne, de l'Irlande et de la Norvège qui viennent de reconnaître l'État de Palestine. Avant eux, 143 pays s'étaient déjà inscrits dans cette dynamique. Il s'agit d'un signal politique fort adressé aux Palestiniens qui sont dans leur droit en réclamant l'existence d'une nation digne de ce nom et reconnue comme telle. C'est aussi un message clair adressé à l'extrême droite israélienne au pouvoir qui se vautre dans l'impunité. Il est inconcevable que la France soit à la traîne, elle qui, hier encore, jouait un rôle essentiel au Proche-Orient. Tracer un chemin vers la résolution du conflit passe par la reconnaissance d'un État palestinien. Paris doit s'inscrire dans le sens de l'histoire. ■

Huit grandes voix pour que la France passe à l'acte



« Un premier pas vers une juste solution »

EDGAR MORIN SOCIOLOGUE ET PHILOSOPHE

La reconnaissance d'un État palestinien est un acte symbolique qui, par lui-même, constitue la reconnaissance d'une nation palestinienne colonisée qui a droit à un État. C'est là une nécessité morale également pour Israël qui cesserait d'être un État oppresseur. Cela est encore loin de régler le problème israélo-palestinien, mais c'est

un premier pas vers une juste solution. D'ailleurs, le président de la République, Emmanuel Macron, a déclaré qu'un État palestinien serait reconnu tôt ou tard. Le moment est venu. Je pense que la France doit reconnaître l'État palestinien comme l'ont fait cette semaine trois pays européens, l'Espagne, la Norvège et l'Irlande. ■



« Il faut que des sanctions soient prises »

FABIEN ROUSSEL SECRÉTAIRE NATIONAL
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Un génocide, perpétré par le gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu, est en cours contre le peuple palestinien. Je regrette que la France ne parle pas assez fort pour dénoncer ce massacre et ses auteurs. Mais il est encore temps. Trouver les moyens d'obtenir un cessez-le-feu le plus rapidement possible et de libérer les otages est urgent. Pour y parvenir, la solution est la voie politique : reconnaître la Palestine, dans les frontières de 1967, à côté d'un État israélien. Il faut envoyer un signal politique très fort à la communauté internationale pour que des sanctions soient prises contre le gouvernement d'Israël qui attaque un État

et un peuple. La France doit prendre des initiatives fortes, comme demander au Parlement européen la suspension des accords avec l'État d'Israël tant qu'il n'y a pas de cessez-le-feu, ou encore convoquer l'ambassadeur d'Israël pour dénoncer la situation actuelle. Reconnaître la Palestine, c'est reconnaître un État, ses frontières, mais aussi les droits d'un peuple et d'un pays au regard des règles internationales. À ce titre, cela permettrait de donner plus de force aux résolutions de l'ONU, qui demande l'arrêt de la colonisation et l'arrêt de l'occupation des territoires palestiniens en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et



Manifestation à Lyon, le 27 mai, après les frappes sur Rafah. ARNAUD PAILLARD / HANS LUCAS VIA AFP

à Gaza. Dans les organisations internationales, cela permettrait de donner à l'État de Palestine des ambassadeurs reconnus comme tels, et de bénéficier de l'application stricte du droit international.

Aujourd'hui, il y a deux poids, deux mesures dans l'application de ce droit. Il faudrait le respecter concernant la violation du territoire ukrainien, mais pas pour le territoire palestinien ? La France doit renouer avec une position historique de soutien à une solution à deux États, inscrite dans les accords d'Oslo, mettant fin à l'occupation et à la colonisation, avec Jérusalem-Est comme capitale, et exiger le retour des réfugiés.

Tous les discours qui visent à réduire le peuple palestinien au Hamas, ou le peuple israélien au gouvernement de Benjamin Netanyahu, sont des discours

qui ne conduiront pas à la paix entre ces deux peuples. Au contraire, ils attisent la haine. On doit s'appuyer sur tous les citoyens et toutes les forces politiques qui se battent pour une solution à

deux États, pour la paix et pour une coexistence pacifique. Réduire le drapeau palestinien au Hamas, et l'israélien au parti d'extrême droite, c'est ramener chaque camp à ce qu'il y a de pire.

Le Parti communiste français a lancé une pétition sur son site (1) afin de reconnaître immédiatement l'État de Palestine : nous avons été la première force

politique à le faire depuis 1967. Il faut organiser une campagne populaire en direction de tous les Français. ■

Réduire le drapeau palestinien au Hamas, et l'israélien au parti d'extrême droite, c'est ramener chaque camp à ce qu'il y a de pire.

(1) Retrouvez la pétition à l'adresse suivante : www.pcf.fr/actu_petition_reconnaissance_palestine



« Le jour d'après ne doit pas être celui de la vengeance éternelle »

SOPHIE BINET SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CGT

Reconnaître l'existence d'un État palestinien comme il existe un État israélien, c'est permettre que le jour d'après ne soit pas celui de la vengeance éternelle, pour retrouver le chemin du droit international, d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. C'est aussi un impératif moral : c'est reconnaître qu'une vie vaut une vie à l'instar de ce que soutiennent les militants de la paix, qu'ils soient palestiniens ou israéliens, ou qu'ils soient juste des citoyens du monde.

Reconnaître l'État palestinien, c'est aussi reconnaître l'histoire de l'autre peuple, dans son droit à exister, à s'autodéterminer, à la sécurité, comme nous le rappelle l'histoire de ce conflit, comme la CGT l'a toujours revendiqué. C'est pour la CGT la seule voie pour une solution politique durable qui sorte les Palestiniens comme

les Israéliens de cette guerre coloniale et impérialiste. Les signataires des accords d'Oslo avaient posé les bases du processus de paix en reconnaissant l'existence de l'un et de l'autre comme une solution au conflit.

La reconnaissance d'un État palestinien par le plus grand nombre d'États ne peut que renforcer le camp des militants de la paix ; même les instances internationales sportives (Fifa, Comité olympique...) misent là-dessus. Cela permettra aussi aux différentes agences des Nations unies, aux bailleurs européens d'œuvrer pour réparer et redonner espoir dans l'avenir. Monsieur Macron, reconnaître l'État palestinien est un signe fort envoyé à l'extrême droite et pour la construction européenne : la reconnaissance du droit et de l'altérité comme solutions politiques au règlement des conflits. ■



« Sans un État palestinien, une paix durable est impossible »

ÉRIC VUILLARD ÉCRIVAIN, PRIX GONCOURT 2017

L'Espagne vient de reconnaître l'État palestinien. Pedro Sánchez vient de faire un pas décisif. Bien sûr, les circonstances nous tourmentent, on en espérait d'autres, mais dans l'Histoire il n'existe jamais de moment idéal, nous ne choisissons pas les circonstances, nos décisions ne font que tenter d'y répondre. Une conjoncture aussi tragique exige que l'on décide quelque chose. Il n'existe pas de circonstances providentielles.

C'est justement parce que la situation est dramatique qu'elle réclame une forte résolution. Les antagonismes les plus irréductibles, les souvenirs les plus cuisants, les morts de part et d'autre deviennent eux-mêmes la plus profonde raison d'agir. Pedro Sánchez est un homme politique sensé, prudent, c'est donc un excellent ambassadeur pour la paix, c'est une occasion de fédérer derrière lui largement, sans réserve. Une reconnaissance par la France y apporterait un poids considérable. Comme on le voit, les appels au cessez-le-feu sont depuis longtemps sans effet, ils ne font qu'accroître

un sentiment d'impunité préjudiciable à tous. Pour redonner leur pouvoir aux mots, il faut enfin des actes.

La reconnaissance de la Palestine par la France serait un acte décisif, ce serait une première étape vers une indispensable négociation. Au fond, seule l'existence d'un État palestinien constituera une véritable garantie pour Israël, qui aura ainsi un interlocuteur auquel s'adresser, des institutions officielles, un gouvernement. C'est pourquoi cette décision de Pedro Sánchez est aussi un pas vers les Israéliens. On ne choisit pas les circonstances, ce sont sou-

vent les événements les plus dramatiques qui nous forcent à faire la paix. La paix est aujourd'hui si essentielle qu'il n'est plus temps de s'en remettre à l'indignation, aux exhortations. La violence est à son comble, seule une action déterminée et collective peut arracher à cet affrontement terrible la

paix qu'il rend absolument nécessaire. Ne laissons pas passer cette occasion historique. Sans un État palestinien, une paix durable est impossible. ■



« La France hésite, qu'attend-elle ? »

LEÏLA SHAHID ANCIENNE DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DE LA PALESTINE EN FRANCE ET AMBASSADRICE AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE

La France a toujours été à l'avant-garde des grandes causes de liberté et de justice dans le monde et en particulier dans le monde arabe. Aujourd'hui, on n'entend plus sa voix. Les pays européens reconnaissent la Palestine comme État dans toutes les instances nationales et internationales. Et la France hésite encore. Qu'attend-elle ? D'être le dernier pays à le faire ? Le mouvement de solidarité français avec la Palestine est un des plus actifs dans le monde. Les citoyens français ne comprendraient pas. À la veille des

élections européennes, les citoyens demanderont des comptes à leurs partis et leur gouvernement. Il n'est pas trop tard pour le faire à l'occasion du 5 juin, commémoration des cinquante-sept ans d'occupation militaire israélienne depuis la guerre de 1967, une des occupations armées les plus longues de l'histoire. Cette reconnaissance est due à la Palestine depuis le plan de partage de 1947 et elle équilibrera l'asymétrie entre Israël et la Palestine. De plus, elle permettra de protéger sa population. ■

Les antagonismes les plus irréductibles, les morts de part et d'autre, deviennent la plus profonde raison d'agir.



« La diplomatie française doit changer de paradigme »

MARINE TONDELIER SECRÉTAIRE NATIONALE DES ÉCOLOGISTES

Les choses sont très simples : si la France est sincère dans sa défense d'une solution à deux États, alors elle ne peut pas se permettre de ne continuer à n'en reconnaître officiellement qu'un sur les deux ! Rappelons d'ailleurs que l'État palestinien existe déjà, depuis 1948, et qu'il est reconnu par 75 % des États membres des Nations unies dont trois nouveaux pays européens, notamment deux qui sont membres de l'UE. Depuis des décennies, la doctrine diplomatique française consiste à laisser les protagonistes se parler. Or, le constat est simplissime : ça ne fonctionne pas.

Notamment à cause de la politique de colonisation, qui ne cesse de s'accélérer, et qui serait probablement freinée par cette reconnaissance. La diplomatie française doit changer de paradigme et assumer que, pour relancer un processus de paix, la solution

ne puisse venir que d'une pression externe. Enfin, d'un point de vue diplomatique, il faut comprendre que ce double standard de reconnaissance d'Israël et non de la Palestine, par son cynisme évident, nous coupe totalement des pays du Sud et donne des arguments massifs à la Chine et à la Russie pour les courtiser, alors qu'une autre diplomatie permettrait de nouer des alliances avec les grandes démocraties du Sud comme l'Afrique du Sud ou le Brésil. Et puis, au-delà de la reconnaissance, il faut utiliser à court terme d'autres leviers diplomatiques compte tenu de l'urgence de faire cesser le génocide en cours à Gaza : sanctions contre les membres du gouvernement, appui à la CPI, arrêt des ventes d'armes, rappel de notre ambassadeur pour consultation, suspension de l'accord européen d'association entre l'UE et Israël...

La reconnaissance d'Israël et non de la Palestine nous coupe des pays du Sud.



« C'est la condition d'une fin de l'ethnocide »

ÉTIENNE BALIBAR PHILOSOPHE

Dans le langage diplomatique, on parle de reconnaissance pour signifier qu'une communauté politique « existe », et qu'il faut en prendre acte, ainsi que des intérêts ou des valeurs dont cette existence est porteuse, pour en tirer les conséquences : relations, échanges, respect des droits, mesure des pouvoirs. La Palestine n'existe pas comme État : c'est l'argument pour nous dissuader de la reconnaître, c'est-à-dire proclamer encore et toujours son inexistence. Et pourtant 146 pays reconnaissent aujourd'hui l'État de Palestine et en conséquence exigent la protection de son territoire et son incorporation aux institutions internationales. Comment expliquer ce paradoxe ? Si la Palestine n'existe pas comme État, contrairement aux résolutions de l'ONU en 1947, c'est que la guerre l'a empêché. C'est surtout

que soixante-seize ans de colonisation et d'exterminations, facilitées par le soutien, l'impuissance ou les calculs de puissances extérieures, l'ont empêchée de vivre. Israël se croit, se veut seul au monde.

Si la Palestine n'existe pas comme État, c'est que la guerre l'a empêché.

Et pourtant la Palestine est là, parce que les Palestiniens refusent de disparaître. Et elle est là parce que la grande majorité des peuples du monde proclame et soutient la justice de sa cause. Virtuellement, mais effectivement.

Comprenons donc que cette reconnaissance est la condition d'une fin de l'ethnocide, d'un « processus de paix » enfin équitable, d'une construction politique viable dans ce qui est devenu la terre de deux peuples. « L'égalité ou rien », pour reprendre le titre du livre d'Edward Said. Qu'attendent alors nos gouvernants ?



« Il n'y a aucune raison recevable de différer cette reconnaissance »

RONY BRAUMAN ANCIEN PRÉSIDENT DE MÉDECINS SANS FRONTIÈRES

La reconnaissance de l'État de Palestine s'impose, sous peine d'approfondir encore un peu plus le fossé Nord-Sud et le désespoir palestinien. On peine à comprendre ce que veulent dire les expressions telles que « le moment venu », « le terme d'un processus » et autres formules toutes faites. Que changerait une telle reconnaissance, qu'apporterait aux Palestiniens un statut de membre à part entière de l'ONU ? Certainement pas une transformation sensible de leurs conditions d'existence, on le sait bien. Mais si les divers gouvernements israéliens s'y opposent avec tant de vigueur, c'est parce que l'occupation ne serait alors plus un sujet controversé. C'est parce que le territoire palestinien ne serait plus un territoire « disputé » ou « administré », mais clairement occupé. Les Israéliens, militaires et colons, seraient des occupants ; les « implantations » seraient des colonies ; le droit international jouerait à plein.

Il n'y a aucune raison recevable de différer cette reconnaissance en la renvoyant à un improbable

processus de paix, à une négociation entre les parties, quand on constate que ces mots relèvent de la tromperie depuis des décennies. La reconnaissance de l'État de Palestine n'est pas un cadeau fait au Hamas, ni une récompense accordée aux Palestiniens et moins encore une compétence d'Israël, mais un acte de justice et le préalable à une négociation qui devrait ensuite définir les modalités de l'autodétermination.

La guerre génocidaire en cours à Gaza, les constantes ratonnades en Cisjordanie sont menées avec le soutien de facto des démocraties occidentales. D'autres conflits très cruels ont fait et causent encore de nombreuses victimes. Au moins faisaient-ils, font-ils encore l'objet de sanctions, tandis qu'Israël jouit de tous les privilèges accordés à un allié supposément démocratique.

Ce n'est pas un cadeau fait au Hamas, mais un acte de justice.

Il est plus que temps de rompre avec cette diplomatie soumise aux diktats israéliens. Ce n'est pas à Israël de décider seul si les Palestiniens ont droit ou non à un État.

« Quand une fois on a accueilli le Mal chez soi, il ne demande plus qu'on lui fasse confiance. » Franz Kafka

L'HOMME DU JOUR



Robert De Niro

L'acteur âgé de 80 ans s'engage contre Trump. La légende du cinéma américain a qualifié l'ex-président de « clown », l'accusant d'être un danger pour les États-Unis et le monde. « Quand Trump s'est présenté en 2016, c'était comme une blague, un bouffon candidat à la présidentielle. Mais nous avons oublié les leçons de l'histoire qui nous montrent que d'autres clowns n'ont pas été pris au sérieux, jusqu'à ce qu'ils deviennent de féroces dictateurs. » L'acteur phare de Martin Scorsese a ensuite réaffirmé son soutien au président Joe Biden, pour l'élection présidentielle qui se déroulera le 5 novembre. « La seule manière de préserver nos libertés et de maintenir notre humanité est de voter pour Joe Biden. » Robert De Niro s'exprimait en marge du procès de Donald Trump, jugé pour la falsification de 34 documents comptables. ■

ARNAUD SPILIOTI

BONNET D'ÂNE

Perseverare diabolicum

Ce jeudi 30 mai, Valérie Pécresse compte faire adopter par le conseil régional d'Île-de-France une nouvelle subvention de près de 400 000 euros au lycée Stanislas, alors qu'un rapport de l'inspection générale de l'éducation a pointé des « dérives » autoritaires, homophobes et sexistes. Présidente du groupe communiste, Céline Malaisé accuse de « passivité avérée » la cheffe de file de la majorité de droite : cette dernière n'a, par exemple, pas tenu son « engagement » d'auditionner le recteur d'académie avant tout nouveau versement d'argent public à l'établissement privé parisien. Valérie Pécresse se dit, elle, « pleinement rassurée », s'appuyant sur des échanges entre le rectorat et le diocèse... Non sans tronquer un passage crucial : « La mission a relevé que la culture de l'établissement, "l'esprit Stan", peut favoriser de telles dérives. »

L'œil de Jul



LA BONNE NOUVELLE En Corée du Sud, grève historique chez Samsung

C'est un nouveau vestige de la dictature qui est ébranlé en Corée du Sud, en l'espèce la répression antisyndicale. Pour la première fois dans l'histoire du géant de l'électronique Samsung, connu pour son autoritarisme, 28 000 travailleurs, soit 20 % de la main-d'œuvre, se sont mis en grève, ce 29 mai. Faute de dialogue, le syndicat national de l'entreprise explique : « Nous ne pouvons plus supporter les persécutions contre les syndicats. Nous déclarons une grève face à la négligence de l'entreprise à l'égard

des travailleurs. » L'instance représentative, qui a accepté l'augmentation de salaires proposée par la direction, demande en outre un jour férié supplémentaire ainsi qu'un « système transparent de mesure de la prime de performance reposant sur le bénéfice des ventes ». Le mouvement mené sur les jours de congé pourrait toutefois déboucher sur une grève générale. En 2019, le président et le vice-président du chaebol avaient écopé de dix-huit mois de prison pour répression antisyndicale. ■

LINA SANKARI

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Révélation Le directeur des services de renseignements israéliens du Mossad, Yossi Cohen, est accusé d'avoir fait pression sur l'ancienne procureure de la Cour pénale internationale, Fatou Bensouda, dans une enquête du journal britannique *The Guardian*, du média indépendant israélo-palestinien +972 Magazine et du média Local Call, publiée mardi 28 mai. La manœuvre visait à l'abandon des poursuites pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité à l'encontre d'Israël.

VSS Le président de l'ordre des médecins, François Arnault, annonce le lancement d'une grande enquête auprès des médecins sur les violences sexistes et sexuelles, et rappelle l'existence d'une circulaire interdisant la pratique de la médecine aux étudiants ayant été sanctionnés pénalement pour des crimes jugés définitivement.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

En effet

On ne plaisante pas avec Atos. Le mousquetaire est ombrageux, mais ce n'est pas de lui qu'il s'agit et il manque le H. Non, on parle du groupe de services numériques français, premier fabricant européen de supercalculateurs, l'une des entreprises mondiales du secteur avec 110 000 employés mais dont l'avenir est incertain avec un endettement de quelques milliards, entre une offre de reprise de Daniel Kretinsky et une autre du PDG du groupe du numérique Onepoint, David Layani. Ce dernier en proposerait la présidence à Stéphane Richard, actuellement à la banque d'affaires Perella Weinberg Partners, ancien PDG du groupe Orange, démissionnaire en 2021 à la suite de sa condamnation à un an avec sursis pour détournement de fonds publics dans l'affaire Tapie-Crédit lyonnais. Ce que rappelle avec un humour peut-être involontaire le *Figaro* pour qui, « l'ex-PDG d'Orange qui a dû quitter le groupe à cause de l'affaire Tapie dans laquelle il était mis en cause apporterait son expérience au quadra David Layani ». En effet. ■

C'EST UN MONDE

Un défibrillateur sur trois est HS

Selon un récent audit, un tiers des 500 000 défibrillateurs cardiaques installés dans des lieux publics sont défectueux et 30 % seulement fonctionnent parfaitement, faute d'une maintenance adaptée. Plus de 40 000 personnes meurent chaque année sans avoir pu être aidées avant l'arrivée des secours.

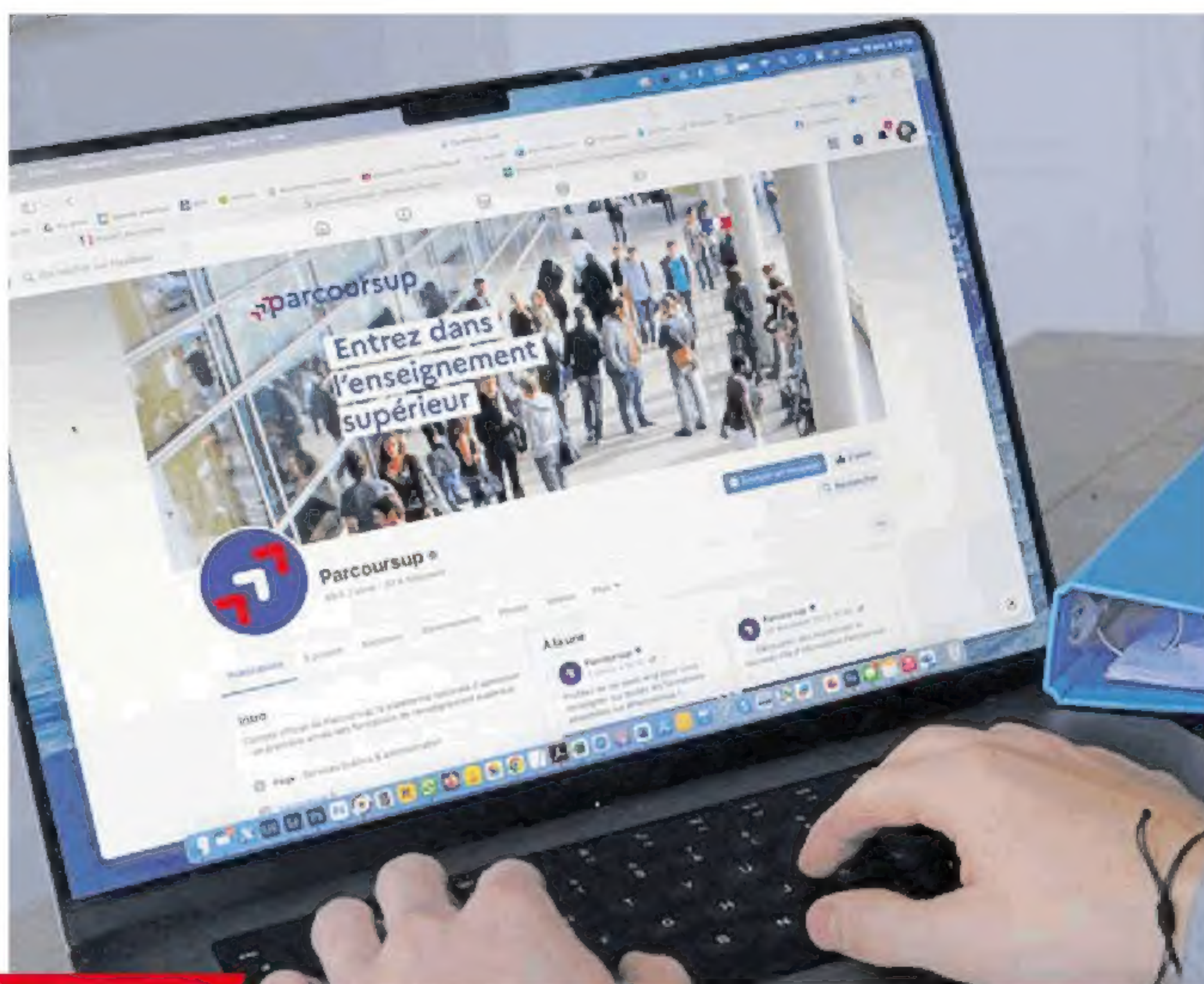
C'EST UN SCANDALE

Robes noires visées en Guadeloupe

Quatre avocats ultramarins subissent intimidations et menaces pour avoir empêché l'expulsion d'Haïtiens récupérés en mer, le 14 mai. « Foutez-moi ça à la mer. (...) Les requins vous remercient. Le contribuable français aussi », proclame un post. Les associations dénoncent l'impunité des militants néofascistes.

« Parcoursup a créé un marché du supérieur »

UNIVERSITÉ À partir de ce jeudi soir, les 945 000 candidats vont découvrir les réponses de la plateforme à leurs demandes. En étudiant les recours que celles-ci génèrent, **Annabelle Allouch** et **Delphine Espagno-Abadie** mettent au jour un projet de démantèlement de l'enseignement supérieur public.



ENTRETIEN

Entre le 17 janvier et le 14 mars, les élèves ont exprimé leurs souhaits d'études. MARIE HUBERT PSAILA/ABACA

Depuis Parcoursup, on peut contester les décisions d'admission dans l'enseignement supérieur. En examinant, dans *Contester Parcoursup* (Presses de Sciences-Po, avril 2024), ces dossiers de recours – hiérarchique, gracieux ou contentieux –, dont le nombre augmente, **Annabelle Allouch** et **Delphine Espagno-Abadie** ont découvert qu'ils en disent long sur la transformation profonde de l'accès à l'université depuis 2018.

Qui conteste Parcoursup ? Dans quelles filières ? Pour quelles raisons ?

Annabelle Allouch Qu'il s'agisse de médiation ou de contentieux, nous voulions objectiver les recours. Nous



ANNABELLE ALLOUCH
Sociologue,
maîtresse
de conférences
à l'université
Picardie Jules-Verne



DELPHINE ESPAGNO-ABADIE
Maîtresse
de conférences
en droit public à
Sciences-Po Toulouse

avons observé qu'ils émanent majoritairement de familles de classes moyennes ou supérieures. Ces familles ont l'habitude d'être les gagnantes de la « méritocratie » : elles se sentent « trahies » quand elles n'obtiennent pas ce qu'elles attendent. Par ailleurs, ce sont plus souvent les parents que les étudiants eux-mêmes qui contestent ; et alors que les mères s'occupent le plus souvent de la scolarité des plus jeunes, les pères prennent le relais quand il s'agit des filières prestigieuses : prépas, écoles d'ingénieurs, médecine...

L'exercice du droit au recours est-il lui-même porteur d'inégalités sociales ?

Annabelle Allouch Oui. L'institutionnalisation du droit au recours, par la loi ORE (orientation et réussite des étudiants)

en 2018, incarne un changement majeur : ce n'est plus à l'État d'assurer l'égalité entre étudiants, mais c'est l'usager de l'enseignement supérieur qui doit se faire justice lui-même. Et cet exercice est socialement situé : il faut connaître les institutions scolaires ou juridiques. S'il ne possède pas ce « capital procédural », l'usager ne formulera pas de recours.

Qu'est-ce qui a changé : les attentes des familles, ou la manière dont l'enseignement supérieur répond ?

Delphine Espagno-Abadie En se saisissant du droit au recours, l'usager n'est plus juste un étudiant. C'est quelqu'un qui estime qu'il a le droit de suivre le parcours qu'il demande. Si on ne le satisfait pas, il conteste. De fait, la loi Savary de 1984 avait institué le droit à l'accès à la filière de son choix, à partir du moment où on avait le bac. En 2018, la loi ORE et Parcoursup ont changé cela : tout une série de critères – le dossier Parcoursup – a été ajoutée, et le résultat est incertain.

« Les autorités ne parleront pas de sélection et ne diront jamais que la loi ORE a généré des injustices. »

DELPHINE ESPAGNO-ABADIE

Ce système génère-t-il plus d'injustices qu'auparavant ?

Delphine Espagno-Abadie Les autorités ne parleront pas de sélection et ne diront jamais que la loi ORE a généré des injustices. Au contraire, elles diront que Parcoursup a permis à certains d'accéder à des filières qui leur seraient restées fermées auparavant, et qu'il a réduit les inégalités en prenant en compte des critères sociaux comme les bourses. Mais nous, nous avons constaté le contraire, avec par exemple des bacheliers professionnels qui ne parviennent pas à accéder à des formations générales, voire aux formations courtes, BTS et IUT, censées leur offrir un accès privilégié.

Est-on passé d'un service public à une simple relation d'offre/demande ?

Delphine Espagno-Abadie La transformation de la relation entre l'université et les étudiants, devenue une simple relation contractuelle, individuelle, valorise de fait les formations supérieures privées, dont certaines sont désormais intégrées dans Parcoursup. On observe d'ailleurs un recul plus poussé de la démographie étudiante dans le public, alors qu'elle progresse dans le privé.

Cette place accrue du privé n'était-elle pas un des objectifs des réformes ?

Annabelle Allouch Certains chercheurs décrivent ces politiques comme un puzzle : on connaît toutes les pièces qui, prises séparément, semblent innocentes ; mais quand on les assemble, le projet apparaît. C'est une manière de désarmer toute forme de résistance. Mais, mis bout à bout, la loi ORE, le nouveau bac, Parcoursup, Mon Master forment une entreprise de démantèlement du service public de l'enseignement supérieur, avec la création d'un marché où, malgré une situation de monopole public de l'éducation, l'offre privée s'impose.

Si vous aviez un conseil à donner aux candidats, quel serait-il ?

Annabelle Allouch Selon les travaux du collectif Nos services publics, ce soir la moitié des jeunes n'aura que des réponses en attente ou négatives. Il ne faut pas qu'ils se censurent, qu'ils hésitent à se tourner vers leurs enseignants – même si ceux-ci se retrouvent à gérer quelque chose pour quoi ils ne sont ni formés ni payés. Et puis nous sommes sûres que la plupart de nos collègues du supérieur ont à cœur de les accueillir, il faut aussi qu'ils s'adressent à eux. Un recours, pourquoi pas, mais il faut être conscient que, souvent, le juge protège aussi l'institution. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR OLIVIER CHARTRAIN



« En appliquant d'ores et déjà le traité, le gouvernement viole un principe posé par l'article 53 de la Constitution », dénoncent les communistes emmenés par André Chassaigne. JULIEN MUGUET/HANS LUCAS

Ceta : les députés face à la négation de leur rôle

LIBRE-ÉCHANGE À l'initiative des élus PCF, l'Assemblée a l'occasion de rappeler au gouvernement qu'elle doit pouvoir voter pour ou contre l'accord commercial entre l'UE et le Canada. L'exécutif bloque tout débat depuis trois ans.

C'est un scandale démocratique qui n'en finit plus, auquel les députés communistes entendent mettre un terme. Lors de leur niche parlementaire, ce jeudi, ils vont soumettre au vote une résolution invitant le gouvernement à reprendre la procédure de ratification de l'accord économique et commercial global (Ceta) entre le Canada et l'Union européenne, signé en 2016. Un traité de libre-échange appliqué alors même que le processus législatif le concernant n'a pas été mené à son terme. En 2019, l'Assemblée nationale a bien voté pour, en première lecture. Mais depuis, le gouvernement entrave le travail du Parlement. Il a donc fallu que les sénateurs communistes exhument le texte lors de leur niche du 21 mars dernier afin que le traité soit soumis au vote de la chambre haute, qui l'a largement rejeté par 211 voix contre 44. Le texte devait ensuite retourner devant les députés. Mais l'exécutif s'y refuse. Un acte antidémocratique irresponsable, que fustigent les communistes.

« Nous avons inscrit dans notre niche le projet de loi rejeté au Sénat sous réserve de dépôt par le

gouvernement au bureau de l'Assemblée nationale », informe André Chassaigne, le chef de file des députés PCF. Mais, fait rarissime dans l'histoire de la V^e République, le gouvernement a gelé le texte. « Le projet de loi sera transmis le moment venu, mais pas avant les élections européennes, car ce sujet nécessite un temps de débat apaisé », tente de s'expliquer Franck Riester, ministre du Commerce extérieur. Comme s'il y avait urgence à ne pas débattre des sujets européens... En réalité, la manœuvre vise surtout à masquer que la Macronie peut être battue à l'Assemblée, où elle est minoritaire depuis 2022.

MASCARADE DÉMOCRATIQUE

Les communistes n'ont pas désarmé pour autant, avec le dépôt d'une résolution invitant le gouvernement à respecter l'Assemblée, en lui permettant enfin d'examiner le texte en deuxième lecture. « C'est un véhicule législatif pour qu'ait lieu un débat sur le Ceta », précise André Chassaigne. Si ce texte était adopté ce jeudi, le gouvernement essuierait de fait un camouflet. En plus de miner davantage la légitimité de cet accord commercial... déjà en vigueur. « En

appliquant d'ores et déjà le traité, le gouvernement viole un principe posé par l'article 53 de la Constitution », dénonce André Chassaigne. Les dispositions de la Loi fondamentale stipulent en effet que les traités « ne prennent effet qu'après avoir été ratifiés ou approuvés ». Or, 90 % de l'accord sont déjà entrés en fonction, y compris dans les neuf pays qui, comme la France, ne l'ont pas encore fait valider par leur Parlement national. Le Parlement chypriote a même voté contre. Sans conséquence. Jamais ce refus n'a été notifié à la Commission européenne par le gouvernement. Et l'accord continue de s'appliquer...

Cette mascarade démocratique a pourtant des effets au quotidien sur le continent, puisqu'elle ouvre la porte à l'importation massive de viande et de céréales canadiennes qui entrent en concurrence avec les productions européennes, sans contrôle véritable du respect des règles sanitaires et environnementales de notre continent. Et le Canada a même attaqué la réglementation de l'UE sur les pesticides devant l'Organisation mondiale du commerce... Cela appelle au moins à débat. Et à un vote. ■

GAËL DE SANTIS

LES BONNES IDÉES ÉPISODE 4



Le 24 avril à Strasbourg, lors du vote en séance plénière au Parlement. ERIC VIDAL/EP

Des pistes pour démocratiser l'Union européenne

ÉLECTIONS Dix-neuf ans après le scandale du non au traité constitutionnel bafoué par l'UE, les candidats de gauche plaident plus que jamais pour une refonte des institutions et un rééquilibrage des pouvoirs. Avec un objectif : rapprocher les citoyens de l'Europe.

Le diagnostic est posé depuis longtemps : notre système démocratique européen est jugé technocratique et éloigné des citoyens et de leurs préoccupations. Comment rétablir le lien ? Notamment en engageant une réforme des institutions européennes, répondent les candidats de gauche aux élections du 9 juin. Et ce, même s'ils défendent des conceptions opposées de l'intégration européenne, les communistes et les insoumis étant fermement défavorables aux projets fédéralistes des socialistes et des écologistes.

En dépit de ces différences, chacun souhaite donner plus de pouvoirs au Parlement européen vis-à-vis de la Commission. Car, aujourd'hui, si un texte législatif ne peut pas être adopté sans l'approbation des députés, ceux-ci ne disposent pas du droit d'initiative parlementaire. Cette compétence est réservée à la Commission européenne ; le Parlement peut juste lui demander de présenter de nouveaux textes. Pour le candidat communiste Léon Deffontaines, cette dernière « ne doit plus avoir l'initiative des lois ». « Nous sommes dans un système très curieux : en tant que parlementaire, si j'estime qu'il faut

une loi sur le salaire minimum, je ne peux pas être à l'initiative de ce texte », développe Emmanuel Maurel, député européen sortant et candidat sur la liste du PCF. C'est un problème politique, car imaginons que demain il y ait une majorité de gauche au Parlement, seule la Commission continuera de décider des lois qui seront ou non discutées. » L'insoumise Manon Aubry estime elle aussi qu'« il faut renforcer les pouvoirs du Parlement européen », ce qui passe pour elle par un élargissement des compétences des élus européens en matière d'ouverture de commissions d'enquête et d'interpellation des commissaires européens.

Rétablir la confiance passe également à ses yeux par la fin de l'opacité de la fabrique des politiques publiques européennes. Pour l'élue sortante, « il faut interdire les rémunérations annexes des parlementaires au cours de leur mandat. Certains eurodéputés peuvent gagner plusieurs milliers d'euros par mois grâce à des entreprises privées. Si nous n'améliorons pas la transparence, nous ne changerons pas cette image du "tous pour-ris" qui pèse sur la politique européenne ».

PLUS DE TRANSPARENCE ET MOINS DE BLOCAGE DES INITIATIVES CITOYENNES

Lui aussi soucieux de protéger la démocratie européenne des lobbies, Raphaël Glucksmann propose la création d'une agence « coordonnant la lutte contre les ingérences » et d'une haute autorité de « l'intégrité de la vie publique », dotée de pouvoirs d'enquête et de sanctions. Car le malaise démocratique tire, en partie, son origine de cette culture du secret dans l'élaboration des politiques publiques, dont les conditions d'exercice sont souvent ignorées de citoyens exclus du débat. En témoignent les négociations secrètes et opaques autour du Ceta, traité de libre-échange appliqué avant même sa ratification par les parlements nationaux...

Pour mieux associer les Européens à la décision publique, un outil de démocratie participative a été créé en 2011 : l'initiative citoyenne européenne. Mais la procédure est longue, complexe, décourageante. Il faut d'abord réunir un million de signatures en un an, issues d'au moins sept États membres. À la Commission, ensuite, de répondre positivement ou négativement à la demande émise. Car, même quand toutes les conditions sont respectées, il arrive que le processus n'aboutisse à rien. En témoignent les cas de deux initiatives citoyennes européennes, Minority SafePack, lancée en 2013, et Stop TTIP (traité de libre-échange transatlantique entre l'UE et les États-Unis), l'année suivante. Bruxelles a rejeté l'enregistrement de la première requête au motif que les propositions inscrites ne relevaient pas de ses compétences. Pour la seconde, la Commission a refusé que ses organisateurs soient auditionnés devant le Parlement européen, au prétexte, cette fois, qu'une initiative ne pouvait empêcher une ratification.

« C'est loin d'être un outil satisfaisant, il faut aller beaucoup plus loin pour démocratiser l'UE ! » tranche Emmanuel Maurel, favorable, par exemple, au recours au référendum national sur des sujets « essentiels » comme l'adhésion de nouveaux pays à l'Europe. Quant à la candidate écologiste Marie Toussaint, elle propose la mise en place d'une assemblée constituante « pour réviser les traités et aboutir à une proposition de Constitution européenne ». Contrairement au traité constitutionnel de 2005, rédigé à Bruxelles puis repoussé dans les urnes avant que son contenu ne soit imposé via le traité de Lisbonne, la proposition des écologistes vise à ce que les peuples eux-mêmes corédigent une Loi fondamentale pour l'UE. Les idées, au final, ne manquent pas. Aux citoyens de s'en emparer. ■

LOLA RUSCIO

RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET

Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...

Toute notre actualité à portée de clic.

• www.humanite.fr

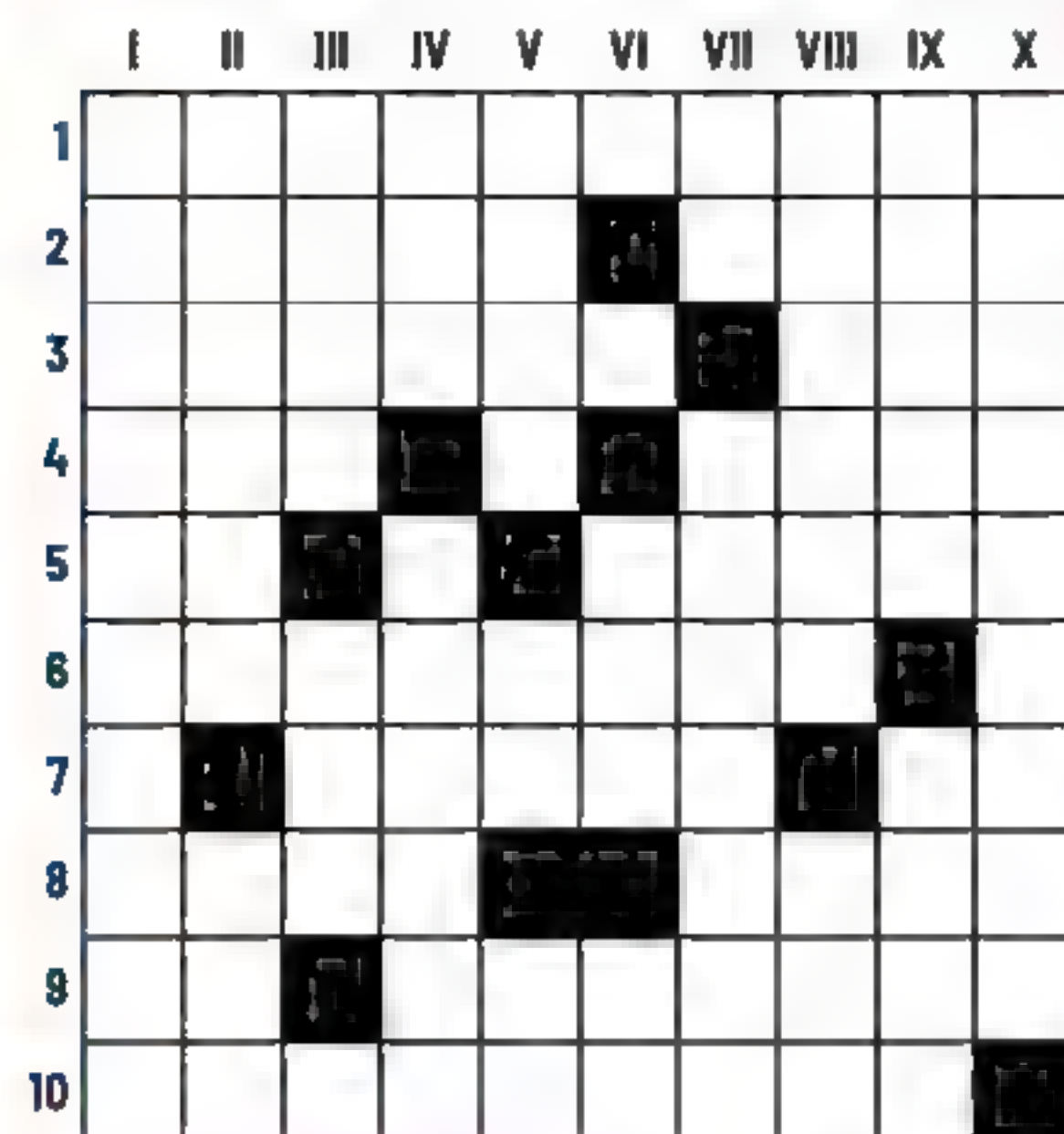
• facebook.com/humanite.fr

• twitter.com/humanite_fr

• linkedin.com/company/lhumanite

• Compte lhumanitefr sur Instagram

MOTS CROISÉS N° 23 952 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Têtes de linottes. 2. Faire feu. Équipa un navire pour la navigation. 3. Veste imperméable de sport. Eau qui a pris froid. 4. Près de Petit orifice de la peau. 5. Du matin. Exposer à une forte chaleur. 6. Courais vite. 7. Métal blanc gris. Bas de gamme. 8. Chanson sans cesse ressassée. Endroit réservé aux enfants turbulents. 9. Exclamation méridionale. Viens en hâte. 10. Peur violente provoquée par quelque chose de menaçant.

VERTICALEMENT

I. Sans lui les vitrines seraient sans charme. II. Salle obscure. Pied de vigne. III. Dieu grec de l'Amour. Unités monétaires de Roumanie. IV. Métro régional desservant Paris et sa banlieue. Versant d'une colline. V. Pêle-mêle (en). Pascal. Références. VI. Une musique populaire. Ensemble des pulsions inconscientes. VII. Article défini. Alène. VIII. Éperons osseux. Hors circuit. IX. Abrasif. Narrer. X. Assaisonnerions.

SOLUTION HORIZONTALEMENT 1. Écervelées. 2. Tirez. 3. Anorak. 4. Gel. 5. Am. 6. Rotin. 7. Éclair. 8. Do. 9. Té. 10. Épouvante. **VERTICALEMENT** I. Éclairage. II. Cinéma. III. Éros. IV. Let. V. Vrac. VI. Cyl. VII. La. VIII. Poinçon. IX. Ergots. X. Salerions.

L'Humanité

Fondateur Jean Jaures **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal L'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, Immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oberscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Silvere Magnon, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daquet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvere Magnon, directeur des développements et de l'événementiel

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux L'Association des lectrices et lecteurs de L'Humanité ; l'Association des diffuseurs de L'Humanité.

Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles),

Nancy-Print, CILA (Nantes)

Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du mardi 28 mai 31 095 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France. Be g que

et Espagne - 60 % ou 100 % de fibres recyclées - IFDG

Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne



LES VOYAGES
L'Humanité

Cuba
CUBA NE SE RA Conte PAS
CUBA SE VIT

DU 28 NOVEMBRE AU 11 DÉCEMBRE 2024 - À PARTIR DE 980 €

LE +
VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR
MAÏTÉ PINERO, EX-CORRESPONDANTE
DE L'HUMANITÉ EN AMÉRIQUE LATINE

**RENSEIGNEMENTS
ET RÉSERVATIONS**
Association Cuba Linda
05 53 08 96 66
cubalinda@wanadoo.fr
voyage@humanite.fr

L'Humanité
magazine

LES VOYAGES
L'Humanité

Viêt Nam
Du Nord au Sud

LE +
VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR
DOMINIQUE BARI, EX-CORRESPONDANTE
DE L'HUMANITÉ EN ASIE

**RENSEIGNEMENTS
ET RÉSERVATIONS**
LVJ - TLC VACANCES
06 85 07 83 02
contact@lvjvoyages.com

L'Humanité
magazine

EN LUTTE

**GRÈVE CHEZ EXXONMOBIL**

Le site pétrochimique de Port-Jérôme (Seine-Maritime) est en grève reconductible depuis le vendredi 24 mai, à l'appel de la CGT. Les salariés s'opposent à la suppression annoncée de 677 postes et aux mesures du plan social jugées « insuffisantes ».

LES AIGUILLEURS MOBILISÉS

L'Usac CGT, troisième syndicat des aiguilleurs du ciel, a déposé un préavis de grève à partir de ce vendredi 31 mai jusqu'au 7 juin. Il proteste contre l'accord conclu en avril sur les mesures d'accompagnement salariales de la réforme de la navigation aérienne.

DÉBRAYAGE CHEZ NEXTEAM

Ce mercredi, une soixantaine de salariés de la fonderie d'Arudy (Pyrénées-Atlantiques), spécialisée dans la fabrication de pièces métalliques pour l'aéronautique, ont débrayé une nouvelle fois en quelques semaines pour dénoncer des salaires trop faibles.

Électricité : l'UE a abandonné les usagers

ÉNERGIE Alors que l'exécutif justifie les hausses de prix par la guerre en Ukraine, de plus en plus d'acteurs du secteur pointent les promesses non tenues de l'ouverture à la concurrence et craignent de voir la situation empirer.

C'était il y a tout juste six mois. Invité au JT de TF1, dimanche 21 janvier, le ministre de l'Économie et des Finances annonçait au micro d'Anne-Claire Coudray une hausse du prix de l'électricité tutoyant les 10 % au 1^{er} février. Autrement dit, une boulangerie bénéficiant du tarif réglementé en heures pleines-heures creuses, avec 90 MWh de consommation annuelle, paiera en moyenne 116 euros de plus par mois. Douche froide pour les consommateurs, dont le pouvoir d'achat demeure très contraint par l'inflation.

Cette décision, « difficile mais nécessaire », comme l'a justifié Bruno Le Maire, découle de la volonté du gouvernement de sortir du « bouclier tarifaire » mis en place à l'automne 2021 par Jean Castex pour limiter l'impact de l'explosion du prix de l'énergie sur les usagers. Cette augmentation, dévoilée en grande pompe par le locataire de Bercy, a fait suite à celles de 4 % en février 2022, de 15 % en février 2023 et de 10 % en août 2023, venues, elles, se glisser plus discrètement dans les factures des consommateurs. La hausse totale est donc portée à près de 43 % sur deux ans, dépassant largement le taux d'inflation établi à un peu plus de 10 % sur cette période. Selon un rapport de l'Observatoire national de la précarité paru en novembre 2023, 84 % des ménages déclarent rencontrer des difficultés à payer leurs factures et 79 % d'entre eux ont restreint leur chauffage au cours de l'hiver 2022-2023. D'autres hausses du tarif sont de surcroît attendues, dans le courant de l'été, puis en 2025, pour venir à bout dudit bouclier tarifaire.

« Permettez-moi de rappeler au passage que si les prix de l'électricité ont flambé, c'est parce que Vladimir Poutine, l'ami de madame Le Pen, a attaqué l'Ukraine et a fait flamber les prix de l'électricité et du gaz », s'est dédouané Bruno Le Maire avec aplomb sur TF1. L'année 2022 a surtout été marquée par la corrosion sous contrainte du parc nucléaire français, mettant, au total, la moitié des réacteurs à l'arrêt. À cela s'ajoutent des sécheresses qui ont nettement diminué la production hydraulique. La France a ainsi été contrainte de produire davantage d'énergie fossile, plus coûteuse, mais aussi d'importer en plus grande quantité, se trouvant en situation d'importateur net, sur l'année, pour la première fois depuis quarante ans. Ces imports provenaient notamment d'Allemagne, d'Espagne ou du Royaume-Uni, où la production d'électricité est dépendante du gaz, dont le prix a été, en parallèle, multiplié par 20 en deux ans, à cause de la guerre en Ukraine. Le directeur des marchés chez RTE, Mathieu Pierzo, explique les dernières envolées de prix par « la combinaison de ces trois facteurs ».

« LA LIBÉRALISATION N'A PRODUIT QUE DU DÉSORDRE »

Mais pour le secrétaire général adjoint de la FNME CGT (Fédération nationale des mines et de l'énergie CGT), Fabrice Coudour, « elles sont en fait révélatrices du dysfonctionnement du marché », mis en place sous la pression de Bruxelles dès les années 1990. Le prix de l'électricité est alors lié à celui du gaz, même si la France n'en utilise que 6 % dans sa production d'électricité, contre 69 % de nucléaire et 24 % d'énergies renouvelables.

Le constat est sans appel : la fin du monopole d'EDF et GDF n'a pas tenu ses promesses de baisse des tarifs pour

les consommateurs. Entre 2007, date symbolique de l'ouverture à la concurrence pour l'ensemble des usagers, et 2021, le prix de l'électricité a augmenté de 69 %. « La libéralisation du secteur de l'énergie n'a réussi à produire que du désordre », soupire le député communiste de Seine-Maritime, Sébastien Jumel, qui s'inquiète de voir le gouvernement mettre tous les moyens en œuvre pour favoriser encore aujourd'hui la concurrence entre les différents acteurs du marché de l'énergie. Le parlementaire pointe notamment la limitation et la disparition progressive des tarifs réglementés de vente (TRV), fixés par les ministères de l'Énergie et de l'Économie, sur proposition de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), pour les contrats de gaz et d'électricité. « Depuis vingt ans, l'Europe s'efforce de créer un marché, quitte à le biberonner avec



Depuis le 1^{er} février, une boulangerie bénéficiant du tarif



30 mai La CFDT appelle les conducteurs de bus de la Stas à Saint-Étienne (Loire) à cesser le travail. Le syndicat invoque une « série alarmante d'agressions récentes » envers le personnel,

la dernière datant du vendredi 17 mai. **30 mai** L'Union des syndicats de pharmaciens d'officine appelle à une journée de mobilisation contre la vente en ligne de médicaments, la financiarisation des officines

et les pénuries persistantes. Le mouvement s'annonce très suivi : « D'après nos remontées, nous sommes à plus de 95 % de pharmacies fermées », s'est félicité le syndicat. **31 mai** Quatre syndicats (CGT, FO,

Unsa, La Base) appellent à une journée de grève sur le RER A, ligne la plus fréquentée d'Europe, pour dénoncer un contexte de déréglementations et de graves dégradations des conditions de travail.



Autour du marché européen, plusieurs visions s'affrontent à gauche

D'un côté, les insoumis et le PCF défendent une sortie des griffes du marché européen. Ce projet passerait par la mise en place d'un pôle public de l'énergie. De l'autre, les listes PS et EELV veulent modifier les règles fixées par la Commission européenne.

Sujet technique, mais sujet du quotidien. La nouvelle réforme du marché européen de l'électricité, proposée par la Commission, risque d'avoir de lourdes conséquences sur le budget des ménages, des petites et moyennes entreprises (PME). Bruxelles a décidé une nouvelle fois de considérer ce bien commun comme une marchandise soumise à la libre concurrence. « Le marché européen de l'électricité, tel qu'il fonctionne, a fortement pénalisé la France en indexant le prix de l'électricité sur celui du gaz », rappelle Léon Deffontaines, tête de liste du PCF pour le 9 juin. « Les factures des Français ont explosé de plus de 45 % ces deux dernières années », fustige également l'insoumise Manon Aubry.

Les deux formations souhaitent donc faire sortir l'électricité du secteur marchand continental, pour retrouver une maîtrise des prix au niveau national. Elles défendent le retour à un monopole public de l'énergie et à des tarifs réglementés, calculés à partir des coûts de production pour les ménages, les entreprises et les collectivités locales. « La souveraineté est intimement liée au service public et à la garantie du

statut des agents des industries électriques et gazières », ajoute Léon Deffontaines. Le communiste défend aussi le développement d'une énergie à bas prix et peu sujette aux aléas extérieurs, en augmentant la part du nucléaire dans la production.

Et il ajoute que le dérèglement climatique rend urgente la décarbonation de l'économie. Il prône ainsi un « mix énergétique » entre

« Les factures des Français ont explosé de plus de 45 % ces deux dernières années. »

MANON AUBRY, EURODEPUTÉE FI

renouvelables et nucléaire, seul moyen, selon lui, d'assurer à tous un accès à l'énergie à un prix juste. « Nous préconisons un droit à l'énergie garanti pour tous et toutes, en renforçant les coopérations européennes. Nous défendons le maintien d'une filière publique allant de la production à la distribution et à la commercialisation de l'énergie », insiste-t-il.

Les socialistes et les écologistes plaident plutôt, de leur côté, pour une réorientation du marché.

« Heureusement que nous avons le marché européen de l'électricité qui permet de fournir la France. Il faut rester dans ce marché et il faut le réformer », estime Raphaël Glucksmann. Le candidat défend par ailleurs un mix énergétique avec le nucléaire et les énergies renouvelables qu'il entend développer grâce à une taxe européenne sur les superprofits et un impôt sur la fortune, qui permettraient de dégager une enveloppe de 90 milliards d'euros.

« Ce n'est pas vrai que l'Union européenne a imposé la privatisation d'EDF, ni qu'elle interdit les tarifs réglementés. Ce sont des choix politiques français », argumente, pour sa part, David Cormand, eurodéputé écologiste. Pour les Verts, qui ont voté comme les socialistes les nouvelles règles de marché, la solution passe aussi par la sobriété. Leur tête de liste, Marie Toussaint, propose de se tourner vers le 100 % renouvelable d'ici à 2040 : « Plusieurs études montrent qu'il est possible d'atteindre cet objectif, ce n'est qu'une question de volonté politique. » Pour produire et protéger les consommateurs contre les flambées des prix, les candidats de gauche proposent donc des scénarios différents. ■

LOLA RUSCIO

l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh), et tous les artifices possibles pour mettre en place une concurrence, quitte à dévoyer le tarif régulé, et laisser les fournisseurs alternatifs régner sur le marché », s'offusque de son côté le secrétaire du CSE central d'EDF, Gwénaél Plagne.

UNE RÉFORME QUI NE CORRIGE PAS LES DÉSÉQUILIBRES

Dans la dernière ligne droite avant les élections du 9 juin et le renouvellement du Parlement européen, les eurodéputés ont approuvé, le 11 avril, une réforme du marché de l'électricité proposée par la Commission européenne en mars 2023. Les objectifs affichés : lutter contre la volatilité des prix, accélérer les investissements dans les énergies renouvelables et améliorer la flexibilité du système électrique. Le texte encourage le recours à deux formes

de contrats à long terme. D'abord, les Power Purchase Agreement (PPA), des accords de vente directe entre un client d'électricité et un producteur, d'une durée de cinq à vingt ans. Ensuite, les fameux contrats pour différence (CFD), prévoyant que si les cours de l'électricité tombent en dessous d'une fourchette définie, les États compensent la différence pour le producteur et que, à l'inverse, le producteur d'énergie reverse aux États les revenus supplémentaires engrangés, si les cours grimpent et passent au-dessus de ladite fourchette.

« Loin de permettre aux consommateurs de bénéficier de tarifs justes et stables, notamment concernant le tarif réglementé, ce projet prolonge et amplifie une exposition artificielle et inacceptable des factures des consommateurs aux prix sur les marchés internationaux », s'alarmaient les

associations de consommateurs UFC-Que Choisir et la CLCV (Consommation logement cadre de vie) dans un communiqué début mars. Le député Sébastien Jumel abonde : « La réforme du marché européen de l'énergie ne corrigera pas les déséquilibres », notant « l'absence de plafond pour les prix de gros, le refus d'une régulation du mécanisme de construction du prix de l'électricité ». De même, Gwénaél Plagne réclame un juste prix, grâce au rétablissement d'un véritable service public de l'énergie, faisant à nouveau d'EDF un Epic (établissement public à caractère industriel et commercial) nationalisé. Pour ce faire, Fabrice Coudour soutient qu'il « faudrait avoir le courage politique de répondre aux besoins réels en énergie, plutôt qu'aux acteurs économiques ». ■

PAULINE ACHARD

« Partout, nous avons appelé à vaincre Modi »

INDE Les élections législatives s'achèvent ce samedi 1^{er} juin. Un éventuel troisième mandat du premier ministre mobilise l'opposition, explique **Vijoo Krishnan**, du Parti communiste indien, marxiste.

C'est la dernière ligne droite d'un marathon politique herculéen. Voilà six semaines que plus de 960 millions de personnes votent pour élire les 543 députés de la Lok Sabha, la Chambre basse indienne. Si plus de 2500 partis, nationaux ou régionaux, ont présenté des candidats, deux camps s'affrontent pour la majorité des sièges. Le Bharatiya Janata Party (BJP, extrême droite) vise un troisième mandat d'affilée pour le premier ministre Narendra Modi, tenant d'une politique nationaliste, répressive et islamophobe.

Pour l'empêcher de conquérir les deux tiers de la Lok Sabha, un seuil qui lui permettrait de modifier la Constitution laïque du pays, les partis progressistes se sont rassemblés sous la bannière de l'Alliance inclusive de la nation indienne pour le développement (India). Au sein de cette coalition figurent le Congrès, principale force d'opposition menée par la dynastie Nehru Gandhi, mais aussi le Parti communiste indien, marxiste (CPI-M), qui défendra bec et ongles les droits des travailleurs et agriculteurs, comme le rappelle Vijoo Krishnan, docteur en philosophie, membre du comité central du CPI-M et secrétaire général de l'All India Kisan Sabha, la représentation de 15 millions de paysans au sein du parti.

À l'approche des résultats, quelle est l'ambiance en Inde ?

Il y a une colère extrême contre Narendra Modi et le BJP, qui ont échoué sur tous les plans. Les promesses qui avaient été faites au peuple indien n'ont pas été tenues : ils ont seulement



VIJOO KRISHNAN
Membre du Parti communiste indien, marxiste (CPI-M)

promu les intérêts de leurs amis, qui détiennent des grandes entreprises. En voyageant dans les différents États, j'ai le sentiment que les gens ont perdu confiance en ce gouvernement.

Comment jugez-vous la campagne du CPI-M, êtes-vous confiant ?

Nous avons eu une campagne très intensive à travers le pays, dans les circonscriptions où nous nous présentons comme dans celles où nous ne le faisons pas. Partout, nous avons appelé à vaincre Modi et le BJP car c'est un combat pour défendre notre démocratie, notre Constitution laïque, ainsi que les droits du peuple. Dans les États où nous ne nous sommes pas présentés, nous avons fait campagne en soutenant les partis démocratiques laïques.

Le message que les gens nous passent sur le terrain nous laisse croire qu'ils voteront contre le BJP. Eux claironnent qu'ils auront 400 sièges, mais, ils ne les obtiendront pas, ils ne vont même pas atteindre les chiffres de 2019. Dans certains États, le BJP n'est

même pas présent : au Kerala, ce sont les coalitions de gauche et le Congrès qui se partageront les sièges.

Quels dangers pour Narendra Modi, pour les travailleurs et les minorités ?

Dès que le BJP est revenu au pouvoir, en 2014, des attaques ont eu lieu contre les minorités, qu'elles soient chrétiennes, comme c'est le cas dans le Manipur ou le Madhya Pradesh, ou musulmanes : les gens sont attaqués, lynchés collectivement, souvent en étant accusés d'abattre des vaches, sacrées pour les hindous, qui s'organisent en milices. Quant aux droits des travailleurs, ils sont systématiquement démantelés. Il apparaît clairement que les grands groupes comme Ambani et Adani (qui financent le BJP - NDLR) ont fait pression sur le gouvernement pour privatiser nos services publics, par exemple. Ce sont des droits que nous avons gagnés, bien souvent au prix d'une lutte acharnée de la gauche. Et le Parti communiste a joué un rôle majeur dans l'acquisition de ces droits.

Ces dix dernières années, près de 1,5 million de personnes, souvent des travailleurs pauvres, se sont suicidées. Mais ces chiffres ne sont pas complets, car certains États ne comptent pas les femmes, les paysans sans terre. Parmi les

ENTRETIEN



Manifestation de paysans le 24 mai, en périphérie de Gurdaspur (Pendjab). NARINDER MANU / AFP

suicidés, on a aussi de nombreux jeunes au chômage, alors que la promesse du BJP était de créer 20 millions d'emplois par an, soit 200 millions depuis son arrivée au pouvoir. Mais le chômage est à son apogée, notamment chez les jeunes diplômés, puisqu'il concerne plus de 40 % d'entre eux.

Comment l'agriculture s'est-elle imposée comme l'un des sujets majeurs de la campagne ?

Sûrement parce que nous, les paysans, avons mené de nombreuses luttes à l'aide de la classe ouvrière, ce qui a fait reculer le gouvernement sur ses lois anti-agricoles. Le programme des syndicats paysans est donc devenu central dans certains États. Les candidats du BJP n'ont même pas pu faire campagne dans les villages car des agriculteurs protestaient avec des drapeaux noirs, avertissaient les campagnes des positions anti-agricoles et antidémocratiques du BJP. Ce qui a poussé la plupart des partis politiques à prendre position dans leurs programmes

« Ces dix dernières années, près de 1,5 million de personnes se sont suicidées. »

pour le salaire minimal, l'annulation des dettes et d'autres revendications.

Si le BJP parvenait à avoir une majorité à la Lok Sabha, quelles en seraient les conséquences concrètes ?

Le BJP est contrôlé par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, où Narendra Modi a fait ses classes - NDLR). C'est une organisation fasciste qui est opposée à l'idée d'un pays laïque, et qui vise l'établissement d'une nation hindoue et d'un État théocratique. Ces dernières années, plusieurs personnalités associées au RSS ont évoqué la possibilité de modifier la Constitution, de rendre la fonction présidentielle beaucoup plus autoritaire et de réduire les droits des minorités, qui seraient des citoyens de seconde zone. Leur véritable intention est d'attaquer la structure laïque de notre Loi fondamentale et de diminuer le pouvoir des États fédéraux, déjà dilué de manière importante ces dernières années. Mais je suis convaincu que le BJP n'obtiendra pas le nombre de sièges nécessaire pour modifier la Constitution, nous allons réduire sa présence à l'Assemblée. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR AXEL NODINOT



Les militants du seul parti unitaire du pays se mobilisent pour les réformes sociales. KENZO TRIBOUILLARD / AFP

Le PTB, le parti qui monte en Belgique

ÉLECTIONS Si la Flandre promet une vague brune, le Parti du travail de Belgique, qui fait déjà « bouger les choses » en Wallonie, pourrait également réaliser un score intéressant côté flamand, lors des élections législatives du 9 juin.

L'émission s'appelle *Het Conclaaf* (le conclave). On y voit les personnalités politiques belges, enfermées dans un château pendant un week-end, se livrer au sein d'un « confessionnal », reprenant un dispositif nodal des télé-réalités. En Flandre, à quelques semaines des élections régionales, fédérales et européennes du 9 juin, la politique spectacle contribue à normaliser l'extrême droite bien loin du cordon sanitaire médiatique qui persiste en Wallonie. À cet égard, la sortie de Bart De Wever, président de la Nouvelle Alliance flamande (N-VA), un parti nationaliste et ultralibéral, constitue-t-elle vraiment une surprise ? « Obtenir une majorité avec le Vlaams Belang (extrême droite - NDLR) me conviendrait bien », assène-t-il. « En Flandre, l'accord sur le cordon sanitaire politique a été soumis à des tensions et il pourrait sauter à l'issue des prochaines élections sous pression de la N-VA », confirme le politologue Benjamin Biard, du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp) pour *L'Humanité*.

Après la crise politique de 2019-2020, qui avait vu la Belgique se passer de gouvernement pendant un an, la coalition Vivaldi (en référence aux couleurs des quatre saisons) a pris le relais avec Alexander De Croo (Open VLD) à sa tête. Elle réunit libéraux (MR), sociaux-démocrates, écologistes et démocrates-chrétiens et elle est mise sous tension par le débat sur le retour de l'austérité à l'échelle européenne.

L'EXTRÊME DROITE MONTE À 26 %

De chaque côté de la frontière linguistique, cette alliance pourrait toutefois être bousculée. Le Parti du travail de Belgique (PTB/PVDA, seul parti national et unitaire du pays) est ainsi passé à 19 %, l'extrême droite du Vlaams Belang, conforté par la victoire de Geert Wilders aux Pays-Bas, continue, elle aussi, de grimper (26 %). « Il existe un vrai paradoxe et un vrai contraste entre les parties wallonne et flamande qui s'expliquent notamment par le fort sentiment d'identité nationale en Flandre », poursuit Benjamin Biard.

Dans ce contexte, une alliance entre le Vlaams Belang et la N-VA,

créditée de 20 %, est-elle envisageable ? Un tel accord nécessite un débat en interne à la N-VA ; un sujet sur lequel le parti reste divisé et qui risquerait de le fragiliser. L'actuel chef du gouvernement (6 %) appelle à « (unir) les forces de centre droit » et ne ferme pas la porte à une alliance avec la N-VA. De son côté, le président du PS (16 %) « Paul Magnette annonce qu'il ne gouvernera jamais avec le PTB mais, en même temps, il ouvre la porte à une négociation avec la droite et les nationalistes de la N-VA », dénonce Raoul Hedebouw, le président du PTB, qui place les socialistes face à leurs responsabilités : « Nous avons fait baisser la TVA sur l'énergie à 6 % alors que ni le MR, ni le PS, ni Ecolo n'y étaient favorables. Les étudiants ont réussi à revenir sur la réforme élitiste (...) de l'enseignement supérieur. Avec les syndicats et le personnel soignant, nous avons arraché le fonds Blouses blanches pour refinancer les hôpitaux. Nous avons fait bouger les choses et plus nous serons forts, plus nous pourrions continuer à le faire. » L'après 9 juin promet des tractations intenses. ■

LINA KANKARI

Annonces légales

Le journal *L'Humanité* est officiellement habilité pour l'année 2024, pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements : 92 93 94. Arrêté du 21 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

- Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait.
- Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,232 euro H.T. le caractère.

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP en date du 2 mai 2024, il a été constitué une société dénommée :

**SOCIÉTÉ CIVILE
IMMOBILIÈRE
BLM&CO**

Forme : SCI
Capital : 20 000 euros
Siège social :

27, avenue Georges-Pompidou,
93320 Les Pavillons Sous Bois

Objet : l'acquisition de tous immeubles de toute nature à propriété administrative la gestion par bail ou autrement l'attribution gratuite en jouissance aux associés des locaux occupés par eux-mêmes à disposition des biens dont elle sera propriétaire par voie d'acquisition, échange, apports ou autrement. Gérance : M. Camara Boubacar demeurant 15 sentier des Grimettes 92190 Meudon. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de bobigny.

DIVERS SOCIÉTÉS

COCO SESAME SAS

SAS au capital de 18 000 euros
Siège social : 163, Boulevard Gallieni,
94120 Fontenay Sous Bois
RCS Créteil 900 544 065

L'AGE du 20 mai 2024 a décidé de modifier l'objet social à compter du 24 mai 2024. Ancien objet social : Préparation de plats, vente d'aliments et de boissons non alcoolisées à consommer sur place à emporter ou en livraison. Nouvel objet social : Commerce polyvalent de vente au détail de jouets et de fournitures pour loisirs créatifs, animation d'ateliers pour enfants et adultes, et plus généralement la création ou l'acquisition de fonds de commerce et toutes opérations commerciales industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous autres objets similaires ou connexes connus ou inconnus à ce jour. L'article Objet social des statuts a été modifié en conséquence. Modification au RCS Créteil.

En Ukraine, Macron va-t-en-guerre

RUSSIE Après ses propos sur l'envoi de troupes, le président français a défendu la demande de Kiev de bombarder des sites militaires russes avec des armes occidentales.

En pleine tournée européenne, le président ukrainien vise deux objectifs : l'autorisation d'utiliser les armes occidentales à plus longue portée contre des cibles en Russie et la signature d'accords bilatéraux de sécurité. De passage en Belgique, mardi, Volodymyr Zelensky n'a pas obtenu l'accord du premier ministre belge, Alexander De Croo. Ce dernier, qui a signé un accord bilatéral de coopération (à l'instar de la Suède, l'Espagne, le Portugal, la France et d'autres), comprenant la livraison de 30 avions F-16 d'ici à 2028, a jugé que ces armements doivent être « utilisés par les forces de défense ukrainiennes sur le territoire ukrainien ».

Le débat est lancé au sein du camp atlantiste alors que le président français multiplie les discours bellicistes. Le 26 février, Emmanuel Macron avait surpris la plupart des alliés occidentaux à la conférence de soutien à l'Ukraine en affirmant depuis l'Élysée que « rien ne devait être exclu ».

Un interventionnisme assumé de la part du président jusque dans les colonnes de *The Economist*, en mai, où il réitérait ses



Le 28 mai, à Berlin, Emmanuel Macron a déclaré vouloir permettre aux Ukrainiens de « neutraliser » certaines bases russes. ANNEGRETH HILDE / REUTERS

déclarations, malgré le désaccord de plusieurs partenaires européens. Ces récentes semaines, le projet a rebondi autour de l'envoi de formateurs occidentaux. Des instructeurs militaires français se rendront « prochainement » en Ukraine, a indiqué, lundi, le chef d'état-major, le général Oleksandr Syrsky. Le ministère français des Armées l'a même confirmé.

Cette escalade s'est poursuivie à Berlin, mardi, où Emmanuel Macron aux côtés d'Olaf Scholz a annoncé : « On doit leur permettre de neutraliser les sites militaires d'où sont tirés les missiles. » Josep Borrell, le chef de la diplomatie de l'UE, avait jugé « parfaitement possible » cet usage et exhorté les Vingt-Sept à s'entendre. Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, avait

appelé à lever ces restrictions. Pour le directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe, Igor Delanoë, « il s'agit aussi de se démarquer vis-à-vis d'autres soutiens de l'Ukraine qui montrent plus de retenue, comme l'Allemagne ou les États-Unis. Enfin, peut-être que le président français estime que ces positions permettront à la France de siéger en bonne place à la table du règlement du conflit, le moment venu. »

VLADIMIR POUTINE DANS LA SURENCHÈRE VERBALE

Aux États-Unis, les positions restent partagées. Si le secrétaire d'État Antony Blinken y semble favorable, John Kirby, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche, a confirmé, mercredi, qu'ils n'encouragent ni ne permettent « l'utilisation d'armes fournies par les États-Unis pour frapper le sol russe ».

Vladimir Poutine a participé à la surenchère verbale en mettant en garde sur des « conséquences graves » d'un « conflit mondial », tout en menaçant les dirigeants « des États ayant un petit territoire et une population très dense ». « En réalité, la Russie a non seulement déjà intégré la possibilité de ce scénario, mais elle y a aussi déjà répondu. La tenue d'exercices militaires dans le district militaire sud, il y a quelques jours, impliquant la mise en œuvre (factice) d'armes nucléaires tactiques, est une réponse. Il est d'ailleurs prévu que ces exercices connaissent une deuxième phase en Biélorussie », analyse Igor Delanoë. La sortie du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE), par la Biélorussie, le 24 mai, n'apparaît guère rassurante.

Si Emmanuel Macron a précisé que cette autorisation « ne doit pas permettre de toucher d'autres cibles en Russie », l'extension du conflit est déjà actée. Face à l'invasion russe, l'armée ukrainienne a répliqué depuis 2023 à Belgorod, Kursk, Krasnodar, Briansk, Rostov. « Nous sommes donc en pleine phase de test de lignes rouges des uns et des autres. Espérons qu'un équilibre en sortira, mais la tendance générale reste à l'escalade », conclut Igor Delanoë. ■

VLADYK KAMENIK

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

13 • 14 • 15 Sept 2024

OFFRE SPÉCIALE LECTEURS ET LECTRICES DE L'HUMANITÉ

PASS 3 JOURS À 45€

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

(Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs : toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.)

Nom / Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile ☐ Pass 3 jours x 45 € = €

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal L'Humanité ») à : L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

La Croix de la rédemption,
de James Baldwin. ■ ■

L'absence est une femme aux cheveux
noirs, d'Emilienne Malfatto. ■ ■

Disposition inquiétante d'une femme
de 56 ans, d'Anne Plantagenet. ■ ■



Le rendez-vous
des livres



Le narrateur habite une maison au bord de la ville, avec pour mission de n'y laisser entrer personne. FREDERICK BASSI/BETTY IMAGES

Portrait d'une lecture en feu

LITTÉRATURE Le troisième roman d'Adrien Lafille, l'auteur de *la Transparence*, construit, à partir de notations éclatées, un récit étrange et captivant qui consonne étonnamment avec notre expérience de la ville.

Le Feu extérieur, d'Adrien Lafille, Corti, 164 pages, 19 euros

Un matin d'été comme un autre, un matin de commencement. « *Les rideaux bougent, la lumière et l'air sont là, comme toujours après la nuit.* » Et un détail ne colle pas. Un avion passe et « *son bruit chauffe la pièce* ». Un bruit qui chauffe, et c'est la cohérence du monde que propose Adrien Lafille qui se délite, au moment où il émerge du silence. Au profit d'une cohérence autre ? On verra. En attendant, c'est la chaleur qui domine, écrase, commande les sensations : « *tant de chaud, tant de chaleur immense* », « *l'été chauffe tout* ». Mais la chaleur est une substance, qui ne se plie pas aux accidents saisonniers : l'hiver « *la chaleur devient froide* ». Plus loin on parlera de « *lames d'air aiguisées par la vitesse* », coupant les poumons « *qui reçoivent le froid de l'air chaud* ». Ainsi va le monde d'Adrien Lafille, celui du *Feu extérieur*, dont on comprend la logique dès les premières pages.

Le roman n'est pas, pourtant, pur jeu d'abstractions. Un récit existe, une histoire se dessine. On pourrait la raconter ainsi. Le narrateur habite une maison au ■ ■ ■



■ bord de la ville, « elle porte le numéro un ». On lui a affecté cette maison avec la mission de ne laisser entrer personne, d'occuper le terrain, d'observer la colline en face, en particulier une mystérieuse tour. « Rien ne doit bouger. » Impossible, de l'endroit où il se trouve, d'en deviner la forme. Ronde ou carrée ? Les guetteurs en discutent littéralement à perte de vue. On ne sait ni où elle se trouve exactement, ni à quoi elle sert. Plus loin, un parking, des lignes sur lesquelles il ne faut pas marcher, et un centre commercial peuplé de guetteurs. Une statue sans visage, qui pourtant en avait eu un, dit le narrateur. Il y a aussi une « impasse des loups », à l'endroit où ils devraient « traverser le sol » pendant la nuit. On s'y attend, on est sûr de leur arrivée.

« LES CHOSES NE SONT JAMAIS À L'ENDROIT QUE L'ON T'INDIQUE, NE LES CHERCHE JAMAIS AILLEURS »

On pourrait raconter l'histoire autrement. Le narrateur en témoigne. Cette ville dans laquelle on lui dit qu'il n'est jamais venu, il la parcourt, la reconnaît, dans ses grandes lignes et ses petits détails. Les photos qu'on lui montre, ou qu'il montre, n'aident pas à trancher. « Les choses ne sont jamais à l'endroit que l'on t'indique, ne les cherche jamais ailleurs », lui signifie-t-on. Ainsi la statue a eu naguère un visage, et les photos d'enfance qu'il montre à Jen, celle qui lui donne les « consignes », datent d'après elle d'hier. Mais lui, il reconnaît tout, maisons, balançoire, toboggan. Il sait même, ou croit savoir,

que Jen, comme lui, a toujours vécu ici. Mais elle lui montre qu'elle traverse le square sans rencontrer de résistance, comme si elle passait à travers le toboggan, ou comme s'il n'avait jamais existé.

Si l'on souhaite sauver à tout prix la consistance du récit réaliste, on prendra ce roman comme la description d'hallucinations, de fantasmes.

Si l'on souhaite s'acharner à sauver à tout prix la consistance du récit réaliste, on prendra ce roman comme la description d'hallucinations, de fantasmes, de télescopages de

souvenirs et de présent, de déjà-vu. On peut aussi tirer le texte vers le fantastique ou l'absurde, ou, si l'on veut, y lire une dette au surréalisme. Pourquoi pas, d'ailleurs ? L'important, on le sent, n'est pas là, mais dans le caractère très particulier de ce que ce texte demande au lecteur. Non d'abdiquer toute raison en se laissant porter par le n'importe quoi, mais d'accepter qu'une narration se compose d'une pluralité d'approches. Le défi est de ne pas les considérer comme des matériaux devant construire une version finale stable et aboutie, et encore moins comme la confrontation de « versions » contradictoires, mais étant en elles-mêmes cohérentes.

Ce qui est en jeu dans *Le Feu extérieur*, c'est le fonctionnement d'un texte où se juxtaposent parfois au niveau même de la phrase des oppositions de sens, des impossibilités logiques ou physiques. Le pari est de faire fonctionner tout cela. Adrien Lafile y parvient. Ce qui fait tenir *Le Feu extérieur*, c'est d'abord la puissance de l'univers matériel qu'il impose, la force des sensations – on l'a vu avec *le feu* –, l'importance du corps, la construction d'un espace dont l'auteur renforce la prégnance grâce à une carte précise. La composition du récit, en courts chapitres, liés à un lieu, un personnage, un sentiment, une partie du corps, donne à lire de brèves anecdotes ou descriptions valant pour elles-mêmes.

S'en dégage un récit qui, statique au départ, évolue : la chaleur recule, la ville est explorée, un enjeu se révèle, la quête d'un improbable moteur dans une casse. Un vrai roman se déroule, happant le lecteur dans un suspense addictif. Un feu pas si extérieur, en fin de compte. ■

ALAIN NICOLAS



Une femme noire est expulsée d'une salle d'attente réservée aux Blancs, à Jackson, Mississippi, en 1961.

James Baldwin tel qu'en lui-même, à titre posthume

LITTÉRATURE De l'écrivain africain-américain, qui aurait eu 100 ans en 2024, paraît un recueil de textes, où on le retrouve tout entier dans sa véhémence toujours inexorable.

La Croix de la rédemption, de James Baldwin, traduit de l'anglais (américain) par Valentine Leys et Romaric Vinet-Kammerer, Stock, 454 pages, 23,40 euros

James Baldwin (1924-1987) aurait eu 100 ans cette année. Les éditions Stock publient un livre inédit de l'écrivain africain-américain mort en exil à Saint-Paul-de-Vence. Il s'agit de textes jamais traduits en français « qui invitent à se plonger dans ses autres livres et amènent à se demander ce qu'il dirait aujourd'hui, face à un monde peu fraternel, travaillé par l'identitarisme, l'irréductibilisme et le racisme », écrit Léonora Miano (prix Femina 2013) en préface.

C'est un ensemble de nouvelles, d'essais, de conférences et de lettres. Baldwin, qui revendiquait haut et fort sa condition de bâtard et d'homosexuel, y décortique la société américaine, disséquant les mécanismes de la domination et le racisme d'État, ainsi que ce qu'il nomme le « fondamentalisme religieux » et son hypocrisie. Né dans un hôpital

public de Harlem, n'a-t-il pas été lui-même éduqué par un père « prédicateur bouche-trou » brutal, qui n'était pas son géniteur ? Romancier et essayiste, il apparaît à nouveau armé d'une raison dialectique implacable. On sait que son écriture au réalisme cru et la puissance de sa pensée incendiaire n'ont jamais été aussi efficaces que dans *La Prochaine Fois, le feu* (1963), ce brûlot jeté à la face d'une société fondée sur un racisme endémique, dont l'actualité fournit toujours de terribles exemples.

« FUNESTE DÉMARCATIION »

Dans ce recueil, il développe une réflexion sur sa condition d'homme noir dans les États-Unis des années 1950 et 1960, tout en brossant de beaux portraits, tel celui de l'acteur Sidney Poitier. Il y a aussi sa *Lettre ouverte à ma sœur Angela Davis*. Doté d'un sens de la démonstration implacable, Baldwin abat son jeu avec force, refusant la condition faite aux siens dans une société fondée sur l'exclusion raciale. Outre le racisme institutionnel, il pointe la « justice sudiste », ce qui ne

l'empêche pas d'évoquer la perspective d'un président afro-américain. Il analyse encore les dynamiques entre communautés noire et juive, et les liens ambivalents qu'elles entretiennent, ce dans un pays où l'Américain blanc non-juif divise les minorités pour toujours mieux régner.

Ses réflexions coups de poing, d'une perspicacité inouïe, font mouche en désossant les mécanismes de l'invention des races, « la création de cette frontière entre humains », qu'il nomme « color line », cette « funeste démarcation » (Léonora Miano). On se souvient de Baldwin martelant que « c'est le Blanc qui a inventé le Noir » ! On le voit ici une fois de plus refuser tout repli communautaire. Son écriture est comme un glaive, qui peut servir à « se frayer un chemin dans un environnement social et politique hostile », dit encore Léonora Miano.

Il y a aussi des pages consacrées au blues et à la boxe. On voit que James Baldwin, dans ce recueil posthume, se révèle plus que jamais actuel. Sa colère noire résonnera longtemps, tant que le pays qu'il avait fui ne changera pas. ■

MUHEL STEINMETZ



Buenos Aires, la ville «où l'on ne veut pas se souvenir»

LITTÉRATURE Émilienne Malfatto, dans un livre déchirant, arpente les rues de la capitale argentine, dans laquelle les fantômes de la pire dictature s'avancent toujours masqués.

L'absence est une femme aux cheveux noirs, d'Émilienne Malfatto, photographies de Rafael Roa, éditions du Sous-Sol, 168 pages, 22 euros

Journaliste, romancière, un temps reporter de guerre, Émilienne Malfatto gagnait le prix Goncourt du premier roman avec *Que sur toi se lamente le tigre* (Elyzad, 2020). Elle y racontait le destin scellé d'une jeune Irakienne dont le promis mourait dans un attentat. Avec *Le colonel ne dort pas* (Elyzad, 2022), elle se glissait dans le cerveau malade d'un tortionnaire. À présent, c'est

l'Argentine, dans les rues de Buenos Aires, qui bruissent des fantômes de la dictature (1976-1983). 30 000 disparus, 15 000 fusillés, 9 000 prisonniers politiques, 500 bébés arrachés à leur mère. «Élever les enfants des Rouges dans de bonnes familles pour éliminer le gène rouge.»

Dans un présent nébuleux, la narratrice pose des questions restées sans réponse. Elle essuie les silences d'une ville «où l'on ne veut pas se souvenir». On s'enfonce dans d'abominables non-dits ; identités volées de tant d'enfants ravis à leurs parents. Cette femme a teint ses cheveux en noir, afin de «garder le même visage pour que le frère disparu puisse la

reconnaître dans la foule si un jour il revient». On torturait partout, dans les sous-sols, avec la musique des Rolling Stones pour couvrir les hurlements. Et les fosses communes, les puits, les morts jetés depuis les airs dans le fleuve «le plus large du monde». «Chili Uruguay Brésil Paraguay Bolivie», tous unis «contre le péril rouge», avec l'aval de Washington et «l'art français de la torture».

LA PEUR BRUNE SURGIT À NOUVEAU

Des photos de Rafael Roa complètent l'ouvrage. Il a travaillé, notamment en Colombie, auprès de la Commission de la vérité, mise en place après les accords de paix en 2016. Ses clichés, entre autres, ont été pris sur les lieux des pires sévices. Les prisonniers disparaissaient à toute heure du jour et de la nuit. La peur brune surgit à nouveau ces temps-ci, avec l'élection de Milei, «l'homme-scie électrique», «l'homme-venin» qui «en rappelle tant d'autres». Sont évoquées les «Folles de la place de Mai». Elles cherchent toujours un fils, une fille, un petit-fils, tournent en rond en un mouvement incessant, hypnotique. Toutes ont un fichu blanc sur la tête, «lunge de leur enfant disparu».

Il est à noter qu'Émilienne Malfatto, qui narre à la première personne du singulier son errance fantomatique autour des lieux de supplice, a reçu par ailleurs le prix Albert-Londres, pour *Les serpents viendront pour toi, une histoire colombienne* (les Arènes, 2021). Dans *L'absence est une femme aux cheveux noirs*, fruit d'une enquête sans merci, se rejoue un pan de son histoire familiale. ■

M. S.



Le livre est illustré de photos de Rafael Roa, comme cette fillette face au portrait de son grand-oncle disparu.

Antoine et sa «vilaine manie du vendredi soir»

LITTÉRATURE La Couronne d'or propose une solution aux accros du jeu. Changer de vie ou tout perdre. Mais, même gagner ne résout rien. Un roman très pascalien de Charles Roux.

La Maison de jeu, de Charles Roux, Rivages, 176 pages, 18,50 euros

Un paquet de tissu bleu marine frappé d'une couronne dorée, c'est le sésame qui va permettre à Antoine d'aller jusqu'au bout du bout de sa «foutue addiction». Tous les vendredis soir, il longe la place, repère la Couronne d'or, «sa» maison de jeu. Il entre au casino, passe devant les premières salles, celles des petits joueurs. Lui, avec son paquet, a droit aux salons privés, «la où l'on joue vraiment». Comme toujours, avant d'entrer, un petit débat a lieu dans sa conscience. Quand va-t-il cesser cette fuite en avant ? Pourquoi ne pourrait-il pas, une bonne fois pour toutes,

tout risquer, tout gagner ou tout perdre ? Justement, à la Couronne d'or, c'est possible, dit-on. Un jeu «extrême et sacré», nommé le 31. On ne peut y jouer qu'une fois. «Les pertes sont fréquentes et élevées, le gain est maximal.» Ce soir, Antoine va céder à la tentation et engager un ultime bras de fer avec le sort.

Le mystérieux paquet une fois ouvert ne recèle que deux dés ordinaires, formes banales du dernier aléa de sa vie. Et maintenant il faut jouer. Car, après ce lancer, il n'est plus question de compter sur le hasard. On gagne un changement de vie définitif et irréversible. Quant aux perdants, on laissera les lecteurs découvrir ce qui les attend en lisant le surprenant et magistralement adictif roman de Charles Roux. ■

A. N.

Une femme disparaît

LITTÉRATURE Dans un récit émouvant, Anne Plantagenet retrace l'itinéraire de Letizia Storti, ouvrière et élue syndicale morte dans des conditions tragiques après avoir participé à deux films de Stéphane Brizé.

Disparition inquiétante d'une femme de 58 ans, d'Anne Plantagenet, Seuil, 160 pages, 17,50 euros

Elle s'appelait Letizia Storti. Elle est morte à 56 ans dans un fossé, à bout de forces, un an après une tentative de suicide sur son lieu de travail. Anne Plantagenet l'avait rencontrée sur le tournage d'*En guerre*, de Stéphane Brizé, sélectionné au Festival de Cannes en 2018. Tourné à Fumel, dans le Lot-et-Garonne, le film met en scène la lutte des ouvriers d'une usine pour la sauvegarde de leurs emplois. Autour de Vincent Lindon, dans le rôle du syndicaliste meneur, ils et elles jouaient leur propre rôle. C'est ainsi que Letizia Storti, 51 ans à l'époque, mèches colorées et lunettes fantaisie, conductrice de ligne à l'usine Upsa d'Agen, s'était fait remarquer au point de prendre, devant la caméra, une place plus importante qu'une simple figuration. Une place qu'elle avait chèrement gagnée en se battant pour obtenir plus de répliques, au risque de provoquer la jalousie de ses collègues.

STANDING OVATION À CANNES

Sur le tournage, Anne Plantagenet, amie du cinéaste, s'est rapprochée de Letizia, avec qui elle partageait des origines italiennes. Pour le magazine XXI, elle l'a longuement interviewée. Lors de la projection du film à Cannes, saluée par une standing ovation, elles étaient côte à côte et se sont tenu la main. Une fois cette belle aventure achevée, ternie par l'amertume qu'*En guerre* ne soit pas au palmarès, chacune est repartie de son côté. Letizia a repris son travail à la chaîne et son engagement à Force ouvrière.

La suite de l'histoire, tragique, a été traitée par les journaux comme un fait divers. Le 2 juin 2022, la disparition de Letizia Storti est signalée près de Marseille, où elle est hospitalisée depuis plusieurs mois pour dépression. Comment une femme combative, élue syndicale depuis vingt sept ans, a-t-elle ainsi chuté ? «Il me semble impératif de faire resurgir la voix et le corps de Letizia», écrit Anne Plantagenet, qui fait aussi son examen de conscience en se demandant pourquoi elle n'a pas su voir qu'elle allait mal. Handicapée par une blessure au poignet, malmenée par une DRH toxique, à la suite du rachat de l'entreprise par un groupe japonais, Letizia Storti est une des nombreuses victimes d'un système qui broie les individus. Mais son parcours, son enfance, son engagement, ses joies et ses colères sont uniques. Ce sont ces traces d'une vie effacée qu'est allée chercher Anne Plantagenet. Son récit est aussi implacable qu'émouvant. ■

SOPHIE JOUBERT



LA CHRONIQUE PHILO DE CYNTHIA FLEURY



L'hôpital comme victoire

Les guerres impliquant l'Occident, après une trêve trompeuse, reviennent comme des fantômes que l'on croyait oubliés : l'Ukraine et la Russie, Israël et Gaza, et voilà le monde qui rétrécit sous le joug des tensions ressuscitées. Dans *Mes guerres* (l'Observatoire, 2024), la reporter de guerre Marine Jacquemin revient sur celles qui ont parcouru sa vie publique et privée, de 1979 aux premières décennies du XXI^e siècle : la guerre civile au Liban, les attentats en France, la première guerre en Irak, le « voile noir sur l'Afghanistan », le génocide au Rwanda... Surnage ce rêve que fut la chute du mur de Berlin... et puis, cette magnificence qu'est l'hôpital de Kaboul, une aventure totale, une guerre chaque jour menée contre l'adversité, mais, à ce jour, remportée notamment par deux soldats exemplaires et déterminées, Marine Jacquemin et Muriel Robin, qui vont remuer ciel et terre pour réunir et les millions et les « talents » multiples, et faire jaillir, telle une fontaine de jeunesse, un lieu dédié aux Afghans, adultes et enfants, pour les soigner et les guérir. Aujourd'hui, bien que subissant l'assaut incessant des talibans mettant en danger son bon fonctionnement, il tient, comme s'il savait qu'il est destiné à la préservation de l'avenir du peuple afghan.

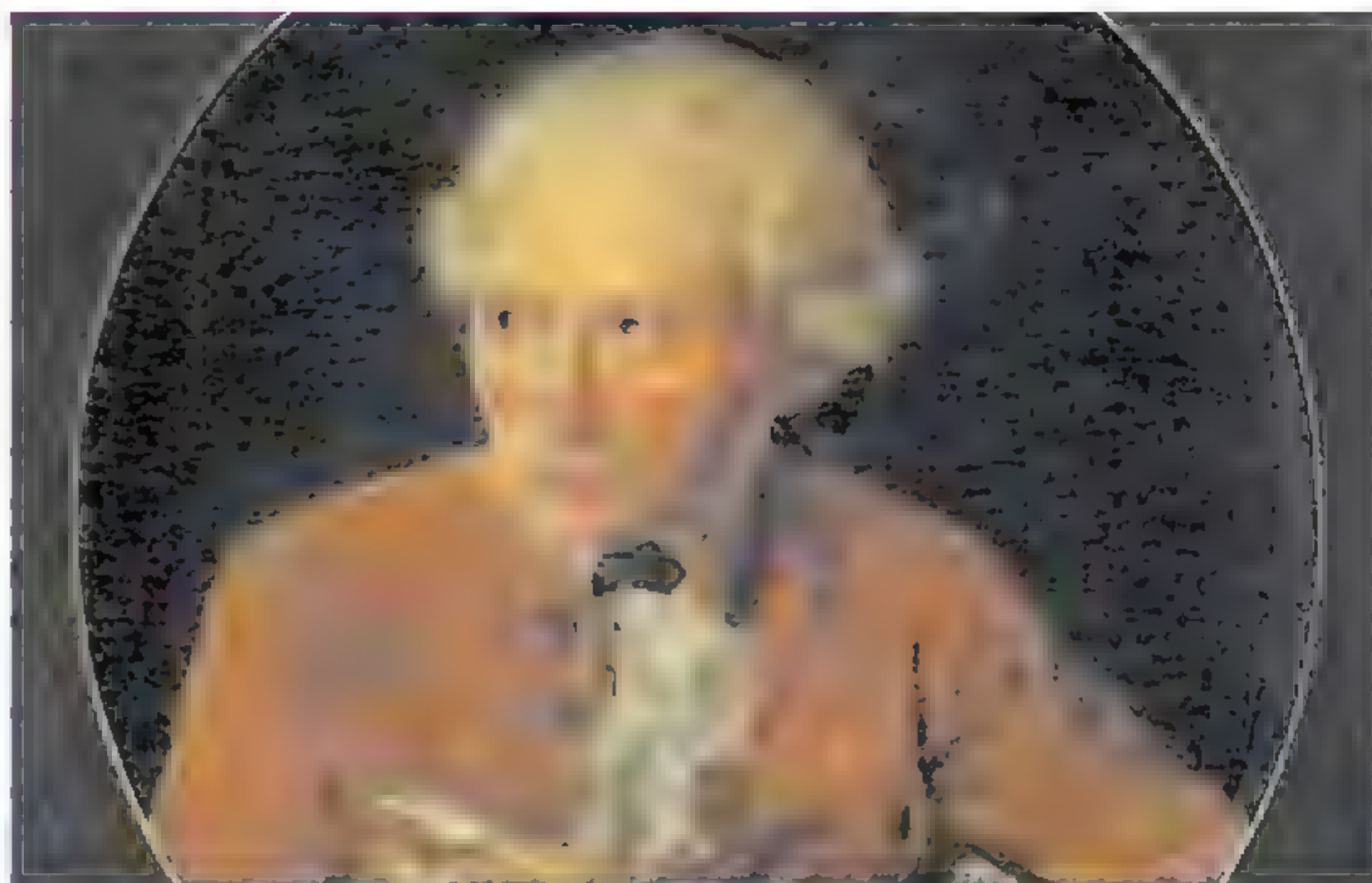
Cet ouvrage, qui ressemble à un journal de bord, narre l'inhumanité et l'humanité des guerres : le jeune Iqbal qui a sauté sur une mine, Mohamed le traducteur afghan mort après avoir fait promettre à Marine

Marine Jacquemin et Muriel Robin ont remué ciel et terre pour créer un lieu où soigner les Afghans.

de construire l'hôpital, sans oublier tous les compagnons de route, journalistes, fixeurs, photographes, cameramen, humanitaires... « Il faudrait comprendre que les choses sont sans espoir et pourtant être décidé à tout faire pour les

changer », écrivait Francis Scott Fitzgerald. Au milieu de ces guerres armées tonitruantes, il y a les guerres silencieuses de la vie d'une femme ne pouvant devenir mère et devant faire face constamment au patriarcat condescendant, vulgaire et prédateur.

Plusieurs chapitres soulignent comment le théâtre des opérations est parfois plus aisé que le théâtre social des mondes feutrés du CAC 40 : « Cinq ans de harcèlement moral plus dévastateurs pour moi que vingt ans de guerre. » Heureusement, il reste la ferveur inaltérée de Marine Jacquemin. Et son nom vient s'ajouter, avec panache, à ceux, anciens et plus récents, de Martha Gellhorn, Gerda Taro, Lee Miller, Catherine Leroy, Christine Spengler, Françoise Demulder, Nahida Nakad, Lilli Gruber, Antonia Rados, pour ne citer qu'elles. Ces femmes, journalistes, photographes, ont parcouru tous les pays en feu : Jordanie, Irak, Arabie, Syrie, Palestine, Sri Lanka, etc. pour raconter au monde, non pas le pire, mais comment s'en extraire et fabriquer le renouveau. ■



Le philosophe allemand, natif de Königsberg, peint par Adolf von Heydeck. HERITAGE IMAGES / FINE ART IMAGES / ANO-IMAGES

Les colombes d'Emmanuel Kant

ESSAI L'auteur de la *Critique de la raison pure*, né il y a 300 ans, était aussi un penseur des Lumières épris de paix, qui voyait dans la Révolution une « prophétie philosophique ».

Kant (in)actuel, sous la direction d'Antoine Grandjean, PUF, 312 pages, 23 euros

« **E**s ist Gut », « C'est bien ». Ce seraient les derniers mots prononcés par Emmanuel Kant, le 12 février 1804, dans la ville de Königsberg où il était né près de quatre-vingts ans plus tôt, le 22 avril 1724, et qu'il n'avait jamais quittée. Ainsi s'éteignait celui que l'écrivain Thomas de Quincey, qui avait publié en 1854 un récit de ses derniers jours – largement inspiré par celui d'un de ses élèves, nommé Wasianski, qui en avait été le témoin –, considérait comme l'un des esprits les plus remarquables de l'histoire.

L'esprit, sans doute, mais l'homme ne l'était en rien, jamais marié ni en couple, réglé comme une horloge au point dit-on que ses voisins profitaient de sa promenade pour se mettre à l'heure. Il n'y avait dérogé que deux fois. En 1762 pour se procurer le *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau et en 1789 pour acheter un journal qui annonçait la Révolution française. Sa carrière, qui avait été d'abord celle d'un précepteur privé, fut ensuite celle d'un professeur, devenu en 1786, membre de l'Académie royale des sciences et des lettres de Berlin, cinq ans après la parution de son très grand ouvrage, la *Critique de la raison pure*.

C'est le plus connu, ce qui ne signifie pas qu'il soit le plus lu, en raison de sa difficulté. Kant entend répondre à la question « Que puis-je savoir », ce qui suppose tout autant de s'interroger sur les modalités même et la validité de ce savoir, étant entendu que, pour lui, nous n'avons du

monde que la représentation dans la conscience, et que « la chose en soi » nous échappe. Pour autant, Kant ne doute en rien du monde réel. On s'en voudrait de ne pas citer ces deux phrases dans son introduction, où l'intelligence prend la forme de la beauté : « La colombe légère, lorsque, dans son libre vol, elle fend l'air dont elle sent la résistance, pourrait s'imaginer qu'elle volerait mieux dans le vide. C'est justement ainsi que Platon quitta le monde sensible, parce que ce monde oppose à l'entendement trop d'obstacles divers, et se risqua au-delà de ce monde, sur les ailes des idées, dans le vide de l'entendement pur. » Avec la *Critique de la raison pratique*, c'est à la question « Que dois-je faire » qu'il entend répondre. De là viendra ce que l'on appelle l'impératif catégorique, que l'on peut formuler ainsi : « Agis comme si la maxime de ton action devait être érigée par ta volonté en loi universelle. » Kant est pleinement un homme des Lumières.

Après « Que puis-je savoir » et « Que dois-je faire », il tenta de répondre à « Que puis-je espérer ».

À sa troisième question, « Que puis-je espérer », il apporte une réponse avec son texte *Vers la paix perpétuelle* en même temps que, comme nombre d'esprits en Europe, il salue la Révolution française. Là encore il faut le citer : « Même si le but visé par la Révolution française

n'était pas encore aujourd'hui atteint... même si, passé un certain laps de temps, tout retombait dans l'ornière précédente, cette prophétie philosophique ne perdrait rien de sa force. Car cet événement est trop important, trop mêlé aux intérêts de l'humanité pour ne pas devoir être remis en mémoire aux peuples à l'occasion de circonstances favorables... » Trois cents ans après sa naissance, on peut toujours saluer Kant comme un contemporain essentiel. ■

MAURICE ULACH



ESSAI Une réflexion sérieuse sur l'ère du smartphone



La Fin de la conversation, de David Le Breton, Métailié, 112 pages, 15 euros

Sous-titré *la Parole dans une société spectrale*, ce livre du sociologue David Le Breton se penche sur les usages du téléphone portable, soit le smartphone. Avec son apparition en 2008, cet objet a « colonisé » nos vies, transformé en profondeur les rapports sociaux et, dit-il, « a fait disparaître sous nos yeux les adolescents accaparés en permanence par leurs écrans ». On l'a sans cesse sous la main, pour ne pas dire à la main. N'est-il pas devenu le « compagnon nécessaire » du quotidien ? Chacun le consulte de manière anxieuse,

beaucoup par peur de louper quelque chose. Est donc en train de s'abîmer, voire de disparaître, la relation en face à face. Le smartphone est interrogé plusieurs fois par jour, y compris en présence d'autrui, au profit d'autres personnes, « convocables et congédiables à tout moment ».

L'USTENSILE EST DEvenu UNE FIN EN SOI

Vu comme un remède à « l'émiettement social », le smartphone, au contraire, l'amplifie. Instrument d'« évasion » très relatif, il laisse en plan l'interlocuteur le plus direct, crée une « attention fragmentée », une sorte de « zapping ». Les États-Unis ont inventé pour ça un mot, le « phubing », contraction de « phone » et de « snubing » (ignorer), qui signifie le fait d'envoyer des SMS

tout en parlant avec l'autre, sans le regarder dans les yeux.

Pur ustensile, il est devenu « une fin en soi ». La rêverie possible entre deux tâches est interrompue par une consultation compulsive irrépressible, un « réflexe anxieux ». Les adolescents – paraît-il – ne restent pas six minutes sans l'allumer ! Que dire du « regard hypertrophié sur l'écran » au détriment du monde ?

Ce passionnant petit opus nous alerte sur le danger d'une « nouvelle absence au monde » qui provoque déjà des souffrances inimaginables. C'est aussi la fin du silence, corollaire de l'écoute. Dans le monde connecté, ces instants en suspens ne s'apparentent-ils pas à une panne ? La conversation est-elle en voie d'extinction ? ■

MURIEL STEINMETZ

REPORTAGE Une visite de jardins ouvriers



Les Mains dans la terre, de Marc Pichelin et Louise Collet, Ouïe/Dire, 56 pages, 26 euros

Un livre conçu comme une balade à Coulounieix-Chamiers, en banlieue de Périgueux (Dordogne), à la rencontre d'une dizaine de jardiniers, presque tous retraités, qui cultivent des jardins autrefois réservés aux cheminots mais désormais ouverts à tous, gérés localement et rattachés à l'association nationale Jardinot dans un esprit écoresponsable et solidaire. Il y a vingt ans, la compagnie Ouïe Dire (www.ouiedire.com – NDLR), fondée par Marc Pichelin, s'installait là pour cultiver l'art dans la vie de ce quartier. Les résidences Vagabondage 932 accueillent des

artistes de tous horizons et, en 2019, la dessinatrice Louise Collet accompagnait Marc Pichelin à la découverte de ces jardins et de leurs locataires. Il enregistre et retranscrit les paroles. Elle photographie, observe, recompose ensuite le paysage en écho dans la page. À l'opposé des tutos sur le jardinage ou des belles images marketing, la minutie et la beauté de ses dessins réalisés sur un papier japonais choisi, travaillés en aplat lumineux à la gouache ou au Rotring pour les grandes vues d'ensemble, saisissent un recoin, un geste, un outil. Ces cadrages de détails révèlent l'essentiel de la pratique quotidienne. Habités, ces jardins sont à l'image de ceux qui les racontent, avec leur histoire, leurs goûts et leur personnalité, et ils témoignent de la diversité des savoir-faire. Tous disent l'effort récompensé par le plaisir de faire pousser au fil des saisons, sans étiquette. Au-delà du reportage, le soin et l'attention portés par les artistes créent un lien avec ces amoureux de la terre : une manière d'être en philosophe du vivant et du faire. ■

LUCIE SERVIN

ESSAI Une économie «hors-sol»



Faut-il réindustrialiser la France ? de Vincent Vicard, PUF, 176 pages, 12 euros

L'auteur, spécialiste en économie internationale, se propose de déterminer ce que pourrait

être la place de l'industrie dans un pays développé comme la France. Il confirme la dégringolade à laquelle nous avons été confrontés, « l'une des plus sévères des pays européens ». Cette situation, curieusement, ne serait pas si grave, selon lui. Les échanges internationaux de services (centres d'appels, comptabilité, logistique, tourisme...) rééquilibrent notre balance courante et nous évitent un recours à un endettement massif extérieur. L'auteur montre que ce sont toutefois des emplois de services généralement moins

Curieusement, la dégringolade ne serait pas si grave, selon lui.

bien payés qui viennent remplacer les emplois industriels qualifiés. Difficile de considérer que la France

connaît une « situation d'équilibre macro-économique », comme le suppose Vincent Vicard. Si le déficit des échanges de biens est compensé en grande partie par les profits des multinationales françaises implantées à l'étranger, ces multinationales sont le canal de réimportations considérables et le vecteur de délocalisations d'activités. C'est un cercle vicieux qui est ainsi en place.

L'ouvrage semble oublier que la cohésion du système productif national a été complètement détruite par cette extraversion de l'économie française, caractérisée par le fait que plus de six millions de personnes travaillent à l'étranger sous pavillon français. Il est besoin de reconstituer notre économie nationale au même titre qu'une sécurité économique internationale, mais sûrement pas au minimum autour de ce qui nous reste de souveraineté ! ■

JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU

CORRESPONDANCE Quarante exemples d'échanges prolongés



L'Amitié dans tous ses états, de Nicole Marchand-Zanartu et Jean Lauxerois, Médiapop éditions, 212 pages, 20 euros

D'emblée, les lecteurs et lectrices sont prévenus que « pour rendre compte des possibles états de l'amitié », les 40 correspondances ici choisies entre la fin du XIX^e siècle et presque tout le XX^e sont réparties en six catégories : intimité, fraternité, pensée, création, quête, combat. Les

premiers échanges ont lieu entre Pier Paolo Pasolini et Silvana Mauri, laquelle est, selon les auteurs, « la première personne à laquelle Pasolini, sans vraiment prononcer le mot, ose avouer son homosexualité ». « Nous sommes beaucoup, capitaine, qui donnerions notre sang pour vous épargner une nouvelle douleur », écrivait la marquise Arconati Visconti dans sa première lettre au capitaine Dreyfus, quelques jours après la promulgation de la grâce présidentielle qui lui rendait la liberté, mais pas encore l'honneur. ■

GÉRARD LE PUELL

POÉSIE L'invitation au voyage de la «prose coupée»



Temps réel, de Jean-Christophe Bailly, Seuil, 224 pages, 21 euros

Le poème est la forme d'écriture qui se maintient dans l'état de son comment, selon Jean-Christophe Bailly, qui nous livre avec *Temps réel* des poèmes qui couvrent les vingt-quatre premières années de notre siècle... L'écrivain nous souffle là un usage du monde qui ne serait ni une pose ni un retrait, mais au contraire une invitation au voyage, en nous embarquant sur la yole qu'il dessine sur certaines de ses pages,

mais surtout dans sa « prose coupée », comme il l'appelle, en se souvenant de Baudelaire qui avait lui-même déplacé le poème vers la prose, comme pour rejoindre et concurrencer le pari du roman. « Poème = prose coupée/romans de trois lignes/dispersées/mais formant des flux », dit Bailly, qui là encore nous « dépayse », que ce soit au fin fond de la Russie ou à Blois, Montpellier, Nîmes, dans un train allant vers Caen, au théâtre... au cinéma en plein air. Et toujours avec le poème placé au centre (comme l'a dit Pindare). Le poème est le centre enfoui de l'œuvre de Jean-Christophe Bailly, son invisible pivot... ■

DIDIER PINAUD

L'équipe du film *Toni en Famille*, de Nathan Ambrosioni, a reçu trois prix lors de l'édition 2023. NAÏS BESSAÏN

«Nous voulons rendre la culture accessible à tous»

FESTIVAL Le cinéaste Louis-Julien Petit ouvre ce jeudi, pour la troisième année, le Festival du film de demain à Vierzon. L'enjeu : mobiliser les spectateurs sur des sujets de société.

L'ADN du Festival du film de demain, c'est le film social. Cette édition y est-elle fidèle ? On présente des films de société, qui divertissent et qui interrogent. Le but est de questionner des problématiques actuelles : féminisme, écologie, fin de vie, discriminations... Des sujets qui font débat.

C'est aussi une certaine idée du film populaire ?

Peu importe l'âge, le niveau de vie, l'origine, pour moi, un film doit nous toucher tous en tant qu'humains, nous rassembler par ses valeurs, sa simplicité. Le succès du

film d'Artus, *Un p'tit truc en plus*, le prouve, les sentiments les plus nobles sont les plus simples. La sincérité marche toujours.

Populaire, c'est aussi accessible. D'où l'absence de distinction dans ce festival entre film de cinéma, de télévision, de plateforme...

On veut défendre la création, peu importe le débouché de diffusion, plateforme, salle ou télévision. On veut décloisonner les formats, les publics et les genres aussi. Qui dit qu'un film de société peut être ennuyeux, dramatique, trop sérieux ? Pas nous ! On est très éclectiques : film de

science-fiction (*Eternal*, d'Ulal Salim, une histoire d'amour sur fond de fin du monde), film fantastique (*En attendant la nuit*, de Céline Rouzet, réécriture adolescente du mythe du vampire), film historique et musical (*Gloria!* de Margherita Vicario, qui suit une jeune artiste qui va révolutionner la musique)...

C'est aussi l'occasion de mettre en lumière les problématiques abordées. Quel axe pour 2024 ?

On a reçu presque une centaine de films pour en retenir neuf en compétition, des œuvres sur l'intégration, la différence.

LOUIS-JULIEN PETIT
Cofondateur
du Festival du film
de demain à Vierzon

Comme le film de Jennifer Devoldère, *le Panache*, l'histoire d'un bègue qui veut incarner Cyrano de Bergerac. Mais majoritairement, ce sont les combats de femmes. On ne peut pas s'interroger sur la société de demain sans parler de la place des femmes, de la liberté. Par exemple, *Paradise is burning*, de Mika Gustafson, l'histoire de trois sœurs dont l'aînée apprend qu'elles vont être séparées et qui décide de passer l'été en protégeant les plus petites de la mauvaise nouvelle.

Vous affichez une volonté de promotion de valeurs dans la programmation, mais aussi dans le fonctionnement même du festival.

Oui, par exemple quand on diffuse *le Comte de Monte Cristo* en ouverture, on est les premiers à le faire après Cannes, on garde le principe d'accessibilité au plus grand nombre : nos séances sont à 2,50 euros et le passe, à 10 euros par jour, n'est pas nominatif, on peut le partager avec d'autres festivaliers... On a la volonté de rendre la culture accessible à tous.

Vous qualifiez Vierzon de ville « qui tend la main ». En quoi le fait-elle ?

J'ai un attachement particulier à ce territoire, dont je suis originaire. Il y a cinq ans, lorsqu'on est arrivés la première fois avec Camille et Mathieu (les autres cofondateurs du festival) devant les immenses halles de la Société française (une ancienne usine de tracteurs - NDLR), tout était à construire. La ville de Vierzon nous a beaucoup aidés pour l'installation, elle nous aide encore, mais on est maintenant bien ancrés dans le territoire vierzonnais et, au-delà, départemental. Et même national, puisque notre concours de courts métrages (cette année, sur la thématique du consentement) voit s'inscrire des candidats de toute la France et que les festivaliers viennent de la région mais aussi de Bretagne, de Dordogne, de l'Hérault... La première année, on pensait avoir 200 visiteurs, on en a eu 4000 ; l'année dernière, 7000.

Le festival a aussi servi à redynamiser le territoire. Où en est-on des projets qui devaient accompagner son développement ?

L'école du numérique Algosup (création de logiciels, développement de programmes...) s'y est installée à la rentrée de septembre 2023 avec une cinquantaine d'étudiants. Et puis, surtout, le cinéma a pris de l'importance. C'est devenu un des poumons de la ville, un lieu culturel majeur.

Une partie de la recette est versée à une association, laquelle cette année ?

L'Union nationale des familles de féminicides, puisque, cette année, on a plusieurs documentaires sur le sujet, notamment celui de Claire Lajeunie, *Vivante(s)*, dans lequel figure le témoignage de Sandrine Bouchait, sa présidente, qui m'a beaucoup touché. Un don, ce n'est peut-être pas grand-chose, mais c'est important de proposer aux spectateurs, par le biais de leur ticket d'entrée, d'être acteurs de la société. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR GRÉGORIE MARIN



Faut-il réformer le statut des fonctionnaires?

Après la réunion, mardi 21 mai, au ministère de la Transformation et de la Fonction publique, les organisations syndicales expriment leur colère. Stanislas Guerini a multiplié les effets d'annonce prônant la régression.

Il faut créer les conditions d'humanisation et de démocratisation, pour permettre l'égal accès en proximité à des services publics de qualité.

Le statut général de la fonction publique garantit aux usagers la neutralité, l'égalité de traitement, le respect du cadre légal et des missions de service public, contre les influences de la finance et des pouvoirs en place. Au contraire, le projet du gouvernement le remet en cause et met l'accent sur l'individualisation des rémunérations et le développement de leur part aléatoire et discrétionnaire avec l'incitation à utiliser plus largement la mesure du licenciement. Il vise, dans le cadre d'une véritable stratégie du choc, à se mettre en phase avec le programme austéritaire de la Commission européenne. À la clé, la recherche de dizaines de milliards d'euros d'économies sur les services publics.

Les mobilisations de milliers d'enseignants, d'élèves et de parents d'élèves de Seine-Saint-Denis pour des recrutements en adéquation avec les besoins ou celles des équipes hospitalières pour un accueil décent aux urgences témoignent à la fois de la dégradation du service public et de l'exigence de conditions de travail dignes. Les usagers en sont largement victimes, devant faire face à des services publics de plus en plus inégaux, notamment dans les zones les plus paupérisées urbaines, rurales ou ultramarines, sous couvert d'une prétendue différenciation territoriale. C'est bien plutôt d'un plan d'urgence de recrutement dans la fonction publique, correspondant aux besoins recensés par les syndicats et les usagers, dont les services publics ont besoin. Une période de formation rémunérée, facilitée par un pré-recrutement, permettrait la pérennité



ISABELLE MATHURIN
Coprésidente
de la Convergence
nationale des
collectifs de défense
et de développement
des services publics

de personnels stables bien préparés à leurs missions. La rémunération au mérite ne prend pas en compte le collectif indispensable pour mener à bien les missions d'intérêt général et pousse à la compétition plutôt qu'à la complémentarité. C'est une pression visant à empêcher les agents de s'exprimer sur l'organisation de leur travail et ainsi aller vers des évolutions bénéfiques pour le service public. Au contraire, la

revalorisation de l'ensemble des carrières est indispensable pour rendre les métiers du service public attractifs. Il est urgent de redonner du sens au travail par une organisation humaine ne soumettant pas les missions à des objectifs de rentabilité mais à des besoins de service public. De nouveaux droits démocratiques permettraient l'expression des agents, des usagers et des élus, afin que les usagers ne soient plus des clients, les personnels des exécutants, et les élus des spectateurs des

C'est d'un plan d'urgence de recrutement dont les services publics ont besoin.

décisions d'une administration bureaucratifiée. Ce sont des conditions pour permettre l'égal accès en proximité à des services publics de qualité à l'ensemble de la population, sans discrimination et dans un objectif de développement durable. C'est pourquoi la Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics appelle au rassemblement le plus large pour défendre le statut de la fonction publique. ■

Face aux détracteurs du statut, plus de 5 millions de fonctionnaires et agents publics œuvrent chaque jour pour servir l'intérêt général.

Si on s'en tient à la définition des dictionnaires, réformer, c'est « faire subir à quelque chose des modifications importantes destinées à l'améliorer ». Alors oui, des réformes ont amélioré le statut des fonctionnaires : la loi du 19 octobre 1946, statut général des fonctionnaires leur garantissant des droits, les transformant de « sujet » en « citoyen » ; et, presque quarante ans plus tard, la loi du 13 juillet 1983, qui a permis l'unification des différents versants de la fonction publique, la réaffirmation de droits fondés sur la carrière, des droits constitutionnels et, pour que les fonctionnaires puissent assurer pleinement l'ensemble de leurs missions, les principes d'égalité de traitement, d'indépendance et de responsabilité. C'est bien en vertu de tous ces droits et principes que les détracteurs de la fonction publique qualifient le statut des fonctionnaires de « rigide », de « carcan »... et qu'après l'avoir « codifié » ils souhaiteraient le voir complètement disparaître. Car loin de penser que l'atout majeur de la cohésion sociale c'est la fonction publique et ses plus de 5 millions de fonctionnaires et agents publics, qui œuvrent chaque jour pour rendre un service public de qualité dans le cadre de l'intérêt général, tout en devant faire face aux défis sociaux et environnementaux, le gouvernement actuel, tout comme ses prédécesseurs depuis des décennies, persiste dans sa



SYLVIANE BROUSSE
Secrétaire fédérale
de la fédération CGT
des services publics,
coordinatrice CGT
fonction publique

destruction. Pourquoi ? Parce que répondre à tous les besoins de la population, de la naissance jusqu'à la mort, par le service public ne correspond pas aux logiques de marché. Alors, réformer pour améliorer encore les revenus du CAC 40, dont les bénéfices nets cumulés s'élèvent à plus de 146 milliards d'euros tandis que la politique austéritaire ruine le service public de santé,

d'éducation, de la culture, de tous les services sociaux, locaux et de proximité... c'est « Non ». Réduire de plus en plus l'accès aux services publics, seul bien de celles et ceux qui n'en ont pas alors que les patrons du CAC 40 ont gagné en moyenne 130 fois plus que leurs salarié·es en 2022, c'est « Non ».

Toutes ces lois de déréglementation n'ont que pour objectif le libéralisme économique, l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général. Ce n'est pas ça une société moderne et de progrès. Après la loi dite de transformation de la fonction publique, dont le bilan n'a pas été tiré, la fonction publique n'a pas besoin d'une nouvelle loi. Force est de constater que, si la loi du 6 août 2019 était porteuse d'amélioration, le constat du manque d'attractivité, du défaut de candidats pour répondre aux besoins exprimés par les collectivités territoriales, les services de santé, les hôpitaux, l'éducation, etc., ne serait pas si prégnant aujourd'hui. C'est pourquoi la CGT en exige toujours l'abrogation et refuse toute nouvelle loi qui déréglementera et détruira encore plus la fonction publique, qui doit rester la garante de l'égalité de l'accès au service public partout et pour toutes et tous. ■

Ces lois de déréglementation n'ont que pour objectif le libéralisme économique.

Virginie Dupeyroux, l'amiante en héritage

Venue témoigner auprès du Parlement européen en avril, cette professeure d'anglais se bat pour faire reconnaître les risques de ce cancérigène dont a été victime son père.

Une photo en noir et blanc d'un petit garçon à l'air interrogateur. À chaque fois que Virginie Dupeyroux, autrice d'*Amiante et mensonge : notre perpétuité* (1), croise le regard de son père, Paul, sur la couverture de son livre, elle sait pourquoi sa vie a pris un virage à 180 degrés. Depuis le décès de celui qu'elle appelait par son prénom, en septembre 2015, cette professeure d'anglais de 51 ans n'a cessé de témoigner. Le 11 avril dernier, elle participait encore à un colloque au Parlement européen pour dénoncer les ravages de la fibre tueuse.

Quand le mésothéliome frappe son père en 2014, ce n'est pas la première fois que sa famille est percutée par la maladie. La grand-mère de Virginie avait succombé au même mal, pourtant rarissime en 1975. Alors que ce cancer de la plèvre, incurable, est symptomatique de l'exposition à l'amiante, Paul, à la fois carreleur, mosaïste, âtrier et marbrier, cherche comment il aurait pu être en contact. La réponse arrive par hasard en visionnant un reportage télévisé sur le CMMP (Comptoir des minéraux et des matières premières) d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

« DIX MORTS PAR JOUR »

Classée insalubre et dangereuse, l'usine de broyage et de défilage du matériau avait pourtant été installée en plein centre-ville, en 1938. Fermée depuis des décennies puis rasée, elle se situait auparavant à quelques mètres de la cour d'école du père de Virginie. « Quand il voit ça, Paul est sidéré. Nous contactons alors les lanceurs d'alerte, Nicole et Gérard Voide, témoignant dans le reportage », se remémore-t-elle.

Malgré la prise de conscience, le souvenir lointain de poussières, le corps médical, lui, ne suit pas. « Certains médecins doutaient que cela puisse être lié à l'amiante comme l'exposition était très ancienne, mon père ayant quitté la ville à 18 ans. Il y a aussi eu de graves négligences dans sa prise en charge : il croyait qu'il allait s'en sortir. »



L'enseignante et membre de l'association Ban Asbestos France a publié un livre à partir des notes écrites par son père, Paul, durant son calvaire.

Dans son livre, Virginie Dupeyroux a donc rassemblé les notes écrites par Paul durant son calvaire et les a croisées avec ses propres mots. « Cette période était un enfer. Je me suis demandé à quel stade on atteignait la folie », soupire-t-elle.

Peu avant son décès, son père sera officiellement reconnu comme la 139^e victime du CMMP, sur un total provisoire de 358. Mais la série noire ne s'arrête pas là. « En un an et demi, je perds aussi un oncle de l'asbestose et une cousine d'un cancer bronchopulmonaire. Dans certaines familles, il y a eu des dizaines de morts. Des victimes à plus de 2 kilomètres

à la ronde. » Pour Virginie Dupeyroux, pas de doute : « Il y en a encore pour trois générations. Je pense aussi aux nombreux ouvriers originaires de la région de Tlemcen en Algérie qui sont repartis sans suivi. En reparlant dans les médias, j'espère que d'autres personnes se manifesteront. » Comme dans tous les dossiers de l'amiante, malgré une vingtaine de plaintes au pénal, la société a bénéficié d'un non-lieu. « La loi Fauchon de 2000 a permis aux crimes industriels d'être considérés comme non intentionnels », déplore-t-elle.

Depuis ce drame, de salons du livre en rencontres avec les lecteurs, la professeure

sillonne la France pour rappeler le danger qui plane toujours au-dessus de nos têtes. « C'est un cancérigène sans seuil, une seule exposition suffit ! » assène celle qui est devenue entre-temps secrétaire de l'association Ban Asbestos France. Car l'amiante reste omniprésent et très mal répertorié dans le pays. « Il y en a plus de 80 kilos par habitant. Dix morts par jour. Ce qui est le plus inquiétant, c'est la non-gestion de cette question par l'État. Pour les particuliers, les coûts de désamiantage restent exorbitants.

Les établissements scolaires sont infestés. L'amiante est présente dans 38% des écoles, 77% des lycées et 73% des collèges.

Quant aux équipements pour effectuer cette opération, ils sont mal adaptés : les fibres courtes passent à travers le masque. »

Les établissements scolaires sont infestés par cette fibre potentiellement mortelle. Elle est présente dans 38 % des écoles, 77 % des lycées et 73 % des collèges. Selon une étude de Santé publique France de 2019, 20 à 60 personnels de l'éducation nationale par an déclarent un mésothéliome. « Et on ne parle pas des élèves, précise-t-elle. On laisse tout le monde se faire contaminer. C'est un scandale dont nous ne sommes pas sortis, loin de là. Nous avons donc réitéré devant le Parlement européen la demande de création d'un fonds européen de désamiantage afin de protéger les personnes et les riverains. » Pour seule ligne directrice, Virginie garde en tête ces paroles de Paul : « Ils (les ex-dirigeants de la CMMP - NDLR) ont contaminé mes souvenirs et mes amis d'enfance. Si je dois m'en aller, il faut faire cesser cet état de non-droit. » ■

CÉCILE ROUSSEAU

(1) Édition augmentée sortie en 2021 aux éditions Valmont.